

SEYBOUSE

Quotidien indépendant d'informations générales times

N°3919 Dimanche 20 Octobre 2024 - Prix: 20 DA - www.seybouseimes.dz

Annaba :

Saisie de 859 comprimés de psychotropes et arrestation de deux individus

P.07

Projet de loi de finances 2025 :
Plusieurs mesures pour soutenir l'investissement et promouvoir l'économie nationale



P.03

Le wali d'Annaba s'enquiert de l'avancement des travaux des projets liés aux ressources en eau

P.06



PLF 2025 :



Élargissement de l'assiette fiscale, pas de nouveaux impôts

P.03

Santé :



Le ministre annonce la création de pôles spécialisés en cardiologie au niveau national

P.04

Code de la route :



Numérisation de l'examen du code de la route, une avancée imminente en Algérie

P.04

Le ministre des Moudjahidine et des Ayants-droit, Laïd Rebiga, remet au président sahraoui une invitation pour assister aux festivités du 1^{er} novembre

P.02



ANNIVERSAIRE DES MASSACRES DU 17 OCTOBRE 1961 À PARIS :

Un pont de communication avec la communauté nationale à l'étranger

Le ministre des Moudjahidine et des Ayants-droit, LaïdRebiga, a affirmé, jeudi soir à Alger, que l'anniversaire des massacres du 17 octobre 1961 à Paris, est l'occasion d'établir un pont de communication avec la communauté nationale à l'étranger que l'Algérie veille à protéger et à associer au développement du pays. Présidant une conférence historique à l'occasion de la célébration de la Journée nationale de l'émigration, commémorant le 63e anniversaire des massacres du 17 octobre 1961



à Paris, M. Rebiga a qualifié cette occasion de "pont de communication pour l'édification de l'Algérie avec la communauté nationale, en veillant toujours à la protéger", mettant en avant "ses positions honorables" dans le soutien de l'Algérie durant

les moments difficiles, prouvant ainsi sa loyauté et sa disposition permanente à contribuer à "la dynamique socio-économique que connaît l'Algérie nouvelle".

Le ministre a souligné dans le même contexte, que "le respect du devoir de mémoire nous permet de rester fidèle à la mémoire des massacres du 17 octobre, de même que la Seine restera témoin de l'horreur avec laquelle la colonisation française voulait exterminer un peuple qui n'avait réclamé que le droit d'exister".

A cette occasion, M. Rebiga a évoqué le génocide commis par l'ennemi sioniste contre le peuple palestinien, affirmant que "l'Algérie restera toujours un refuge pour le peuple palestinien et soutiendra sa lutte et son combat".

Pour sa part, l'ambassadeur de Palestine en Algérie, Fayez Abu Aita a affirmé que cette glorieuse occasion met en lumière "la lutte et les sacrifices du vaillant peuple algérien, pour arracher l'indépendance et la liberté", relevant que "la Révolution algérienne est

une source d'inspiration pour la Révolution palestinienne".

Dans le cadre de la commémoration du 63e anniversaire des massacres du 17 octobre, M. Rebiga a procédé au siège du ministère, en compagnie de l'ambassadeur palestinien et de nombre de moudjahidines et de cadres, à l'inauguration d'une stèle commémorative portant le slogan "Le serment ferme aux Chouhada et Moudjahidine", et a procédé à la plantation d'un arbre à l'occasion de cet anniversaire.

70^{EME} ANNIVERSAIRE DU DÉCLENCHEMENT DE LA GUERRE DE LIBÉRATION NATIONALE : Rebiga remet au président sahraoui une invitation pour assister aux festivités du 1^{er} novembre

Chargé par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, le ministre des Moudjahidine et des Ayants-droit, LaïdRebiga a remis, jeudi au siège de la Présidence de la République sahraoui à Rabouni, une invitation au président de la République sahraoui, M. Brahim Ghali, pour assister aux festivités du 70e anniversaire de la glorieuse Guerre de libération", a indiqué un communiqué du ministère. Le président sahraoui "a chaleureusement accueilli



cette aimable invitation qui l'honore" et a exprimé "ses sincères remerciements et sa profonde gratitude au président de la République pour ce geste louable porteur de significations profondes, ainsi que sa haute considération pour les positions honorables de l'Algérie envers

le peuple sahraoui et sa cause juste", ajoute la même source.

De son côté, M. Rebiga a transmis "les salutations fraternelles du Président de la République au Président Brahim Ghali", soulignant que la célébration du 70e anniversaire du déclenchement de la Révolution du 1er Novembre 1954 "revêt une importance particulière pour le peuple algérien et tous les hommes libres du monde, de par ses hautes valeurs et ses nobles principes humanitaires", conclut la même source.

ALGÉRIE / TUNISIE Attaf reçoit son homologue tunisien à l'aéroport international Houari Boumediene

Le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, M. Ahmed Attaf, a reçu, samedi à l'aéroport international Houari Boumediene, le ministre tunisien des Affaires étrangères, de la Migration et des Tunisiens à l'étranger, M. Mohamed Ali Nafti, en visite de travail en Algérie, indique un communiqué du ministère. "Le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, M. Ahmed Attaf, a reçu, samedi après-midi, à l'aéroport international Houari Boumediene, son homologue tunisien, M. Mohamed Ali Nafti, en visite de travail en Algérie", précise le communiqué.



"Cette visite s'inscrit dans le cadre du raffermissement des liens de fraternité, de coopération et de coordination entre l'Algérie et la Tunisie, et ce, dans le cadre de la mise en œuvre des hautes directives des dirigeants des deux pays frères, le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune et son frère, le président de la République tunisienne, KaïsSaïed", conclut le communiqué.

LA 149E SESSION DE L'UIP :

Une occasion pour l'Algérie de défendre les causes palestinienne et sahraoui

Le président de l'Assemblée populaire nationale (APN), Brahim Boughali, a affirmé, vendredi à Genève (Suisse), que la participation de l'Algérie à la 149e session de l'Union interparlementaire (UIP) et aux réunions y afférentes avait constitué une occasion pour plaider en faveur des causes justes, en tête desquelles les causes palestinienne et sahraoui. Concernant la participation de l'Algérie à cette session, M. Boughali a précisé, dans une déclaration à la presse, que "la cause palestinienne et l'agression sioniste contre Ghaza et le Liban se sont taillées la part du lion de

nos préoccupations", rappelant les efforts consentis pour "l'adoption du point d'urgence concernant la question palestinienne lors des travaux de la 149e Assemblée de l'UIP".

"Nous n'avons pas réussi à l'adopter. Cependant, nous avons relevé une large adhésion des députés du monde entier à cette cause", a-t-il rassuré.

Il a également rappelé, dans ce sens, le boycott par la délégation parlementaire algérienne de l'allocation du représentant de l'entité sioniste".

Après avoir mis en avant les positions immuables de l'Algérie, la délégation algérienne a appelé



à "un cessez-le-feu immédiat, tout en contraignant l'entité sioniste à respecter et à appliquer les résolutions de la légalité internationale mais aussi à trouver une solution durable à la cause palestinienne".

Boughali a rappelé, à ce propos, la tenue d'une réunion d'urgence de l'Union interparlementaire arabe (UIPA) en marge de la 149e session de l'UIP afin de parvenir

à une position arabe unifiée face à la situation critique en Palestine. La délégation parlementaire algérienne a également plaidé en faveur de l'autodétermination du peuple sahraoui conformément aux résolutions des Nations unies. "Nous poursuivons nos efforts sur la voie de la diplomatie algérienne, sous la conduite du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, et nous continuerons à défendre les causes justes à travers les tribunes et les fora internationaux", a affirmé M. Boughali.

Selon le président de la chambre basse du Parlement, cette session a également été l'occasion

d'évoquer les différents défis liés au progrès technologique et à l'intelligence artificielle, notamment sur les plans économique et morale, outre les questions de développement et les moyens de renforcer le dialogue entre les pays, en s'appuyant sur la diplomatie parlementaire, a indiqué le président de l'APN.

Pour rappel, une délégation des deux chambres du Parlement, conduite par le président de l'APN, avait participé à la 149e session de l'UIP et aux réunions y afférentes, dont les travaux ont débuté le 13 octobre courant à Genève.

SEYBOUSE

Quotidien indépendant d'informations générales times

Edité par la S.A.R.L. MEDIACOM PRESSE
Siège social : Commune EL Bouni ZHUN
Promotion Immobilière Yahia
Abdelaziz, rez-de-chaussée
Annexe : 46 Emir Abdelkader - Annaba

Directeur general :
Bicha salim
Directeur de la publication :
Noureddine Boukraa
Directrice de la rédaction :
Bicha Bariza Nesrine
Tél/Fax : 038 45 58 35
Tél/Fax : 038 45 58 36
Tél/Fax : 038 45 58 37
Email: redactionseybouse@gmail.com

P.A.O SEYBOUSE Times
Site web: www.seybousestimes.dz
Email: redaction@seybousestimes.dz
contact@seybousestimes.dz
Facebook : SEYBOUSE TIMES
Impression : SIE Constantine
Diffusion : EURL K.D.P.A cité
Benzekri Bât F N ° : 424
Constantine

Pour votre publicité, s'adresser à : l'Entreprise Nationale de communication d'Édition et de Publicité, Agence ANEP 01, AVENUE PASTEUR ALGER
TEL : 021 73 71 28
021 73 76 78
021 74 99 81
FAX : 021 73 95 59
Email : agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz

Les manuscrits, photographies ou tout autre document et illustration adressés ou remis à la rédaction ne seront pas rendus et ne feront l'objet d'aucune réclamation. Reproduction interdite de tous articles sauf accord de la rédaction

PLF 2025 : Plusieurs mesures pour soutenir l'investissement et promouvoir l'économie nationale

Le projet de loi de finances (PLF) pour l'année 2025, en cours d'examen par la commission des finances et du budget de l'Assemblée populaire nationale (APN), prévoit plusieurs mesures visant à promouvoir l'investissement et à soutenir l'économie nationale.

Dans ce cadre, le projet de loi propose d'autoriser le Trésor public à émettre des titres "sukuk souverains", permettant aux personnes physiques et morales de participer au financement des infrastructures et/ou des équipements publics marchand de l'état, avec l'exemption de l'Impôt sur le revenu global (IRG) et l'impôt sur le bénéfice des sociétés (IBS) pour une durée de cinq ans, des produits de ces Sukuk, émis par le Trésor ou négociés dans un marché organisé.

S'ajoute à cela, une exemption des droits d'enregistrement et de publicité foncière, pour une durée de cinq ans, des Sukuk souverains, pendant toute la durée de leur maturité.

Le PLF 2025 prévoit également la reconduction pour une période de cinq ans de l'abattement de 50 % en matière d'IRG et d'IBS au profit des revenus réalisés dans les wilayas d'Illizi, Tindouf, Adrar, Tamanrasset, Timimoun, Bordj Badji Mokhtar, In Salah,



In Guezzam et Djanet.

Le texte propose aussi l'exonération de la TVA, pour une période de deux ans, des biens amortissables acquis par les sociétés de production, au transport, à la distribution, à la commercialisation de l'électricité et du gaz par canalisation, destinés à être affectés directement à l'exploitation.

Augmentation du capital du FNI

Concernant l'encouragement de l'entrepreneuriat et de l'innovation, un abattement correspondant à 30 % du bénéfice comptable, dans la limite de 200 millions de dinars, est prévu dans le projet de loi, au titre des dépenses effectuées dans le cadre de la recherche et du développement en entreprise et celles engagées dans le cadre des programmes d'innovation ouverte réalisés avec les start-up et les incubateurs, pour

la détermination du bénéfice imposable.

En outre, il est prévu d'exonérer des droits d'enregistrement, les contrats portant constitution de sociétés créées par les détenteurs du label "Projet innovant", ainsi que l'acquisition de biens immobiliers par les start-up et incubateurs en vue de la création d'activités industrielles.

Le texte propose aussi la prorogation des exonérations fiscales accordées aux incubateurs pour une période supplémentaire de deux ans, en cas de renouvellement de leur label.

Il prévoit aussi d'étendre la possibilité de réaliser des opérations d'importation d'alcools, réservée actuellement au seul service des alcools relevant du ministère des finances, aux sociétés commerciales détentrices d'un registre de commerce d'importateur et

celles utilisatrices de ces alcools dans le cadre de leur activité de production, avec souscription d'un cahier des charges.

S'agissant de la production d'huile de soja brute, il a été proposé de proroger jusqu'au 31 décembre 2025, du délai à partir duquel les importateurs/transformateurs doivent, sous peine de perdre le bénéfice de la compensation et des exonérations douanières et fiscales, accordées à l'importation, entamer le processus de production de cette matière première (huile brute de soja), ou de l'acquérir sur le marché national.

Dans le volet de la numérisation, le projet de loi prévoit l'exonération de la TVA et des droits de douane, des terminaux de paiement électronique (TPE) et des kits destinés à l'assemblage de ces terminaux, jusqu'au 31 décembre 2027.

Par ailleurs, le texte propose

d'augmenter de 150 milliards à 275 milliards de dinars, le capital du Fonds national d'investissement (FNI) et d'étendre la garantie accordée par le Fonds de garantie des crédits au PME (FGAR), aux banques et aux établissements financiers, à l'ensemble des crédits consentis (actuellement prévue uniquement pour les crédits d'investissements).

Le projet de loi de finances comprend également des mesures visant à encadrer, sur le plan douanier, les activités économiques exercées dans les zones franches et à définir les mécanismes de contrôle douanier des marchandises au niveau de ces zones.

Dans le domaine de l'exportation, il est prévu dans le cadre du PLF 2025 d'autoriser d'exportation de pièces de rechange des appareils électroménagers jusqu'à concurrence de 2% de la valeur totale des exportations par an, dans le cadre de la garantie service après-vente, ainsi que la réexportation des pièces de rechange des appareils électroménagers importées pour un usage professionnel, en dehors des services après-vente, à condition que sa valeur soit égale ou supérieure à la valeur d'achat.

PLF 2025 :

Élargissement de l'assiette fiscale, pas de nouveaux impôts

Le projet de loi de finances (PLF) pour l'année 2025 consacre l'élargissement de l'assiette fiscale et introduit plusieurs incitations et dispositions de simplification au profit de diverses activités économiques, sans inclure de nouveaux impôts.

Ainsi, le PLF 2025, en cours d'examen par la Commission des finances et du budget de l'Assemblée populaire nationale (APN), a étendu, au titre de l'élargissement de l'assiette fiscale et de la mobilisation des ressources, la liste des activités qui seront désormais soumises au régime d'impôt forfaitaire unique (IFU), en comprenant plusieurs secteurs.

Il s'agit notamment des entreprises de collecte, de traitement et de distribution de tabacs en feuilles, des traiteurs et catering, les activités de la location des salles des fêtes, le commerce de détail dans les grandes surfaces, la location de véhicule, d'engins et matériels, d'agence de voyages et de tourisme, d'agence de publicité et

de communication, de formations et enseignements divers, ainsi que l'activité de l'agent général et courtier d'assurance.

Le texte prévoit aussi de soumettre le commerce des pierres précieuses (diamant, saphir, rubis et émeraude) à la taxe intérieure de consommation (TIC) au taux de 30%.

Dans le domaine de la mobilisation des ressources, il a été proposé l'extension de l'application de la taxe de domiciliation bancaire (TDB) au taux de 5%, aux redevances de marque et d'utilisation, à l'exception de celles portant sur des logiciels et progiciels informatiques ainsi que les frais d'adhésion et des abonnements à l'étranger.

Le PLF 2025 comprend également la réaffectation d'une quote-part de 50% du produit de la taxe annuelle d'habitation, au profit des wilayas, pour couvrir les charges relatives à la réhabilitation du parc immobilier situé dans le périmètre des communes et n'appartenant pas à ces dernières.

Aussi, le projet de loi contient le versement, au budget de la wilaya d'Alger, d'un taux de 16% de la quote-part de la taxe sur les produits pétroliers ou assimilés (TPP) revenant à ses communes, en contrepartie des missions de service public prises en charge par la wilaya au profit de ses communes.

Dans le même sillage, il a été également proposé la révision à la hausse de 1.000 à 10.000 DA du tarif du droit de timbre, perçu à l'occasion de la délivrance ou d'annulation des dérogations sanitaires d'importation, par les services vétérinaires commissionnés et assermentés auprès des tribunaux.

Douanes:

Élargissement du statut d'OEA

Quant à l'activité de chasse, un droit de timbre relatif à la licence de chasser de 500 DA sera institué et versé au profit du budget de l'Etat et un droit de timbre de 70.000 DA à l'occasion de la délivrance de la carte professionnelle aux étrangers désireux changer leur



statut professionnel vers une activité.

Des dispositions ont été introduites en vue de permettre l'aliénation des marchandises dépassant le délai légal de son séjour en dépôt, ainsi que de considérer comme abandonnés au profit du Trésor public tous les équipements, matériels et produits sensibles qui ne sont pas enlevés à l'expiration du délai légal de séjour des marchandises en dépôt.

Par ailleurs, des simplifications des procédures douanières ont été proposées, notamment la détermination des cas et des conditions de rectification des déclarations en douanes, des conditions et des modalités de souscription des déclarations en détail anticipées, et ce, dans le but d'accorder une facilitation aux opérateurs en réduisant les délais

de dédouanement et les montants des surestaries transférables.

En outre, il est question de la révision du cadre juridique régissant le statut de l'Opérateur économique agréé (OEA) en douane en précisant la catégorie des opérateurs pouvant prétendre au bénéfice de ce statut.

Dans le domaine immobilier, le PLF 2025 propose la modification de l'article 89 de la loi de finances pour 2018, à l'effet d'inclure dans le processus de régularisation des biens non revendiqués lors des opérations du cadastre général, les titulaires du certificat de possession publié, après l'expiration du délai d'immatriculation provisoire fixé à deux ans, afin d'éviter le recours aux autorités judiciaires.

Il a été aussi prévu le réaménagement des dispositions de l'article 18 de l'ordonnance n75-74 du 12 novembre 1975, portant établissement du cadastre général et institution du livre foncier, en vue d'asseoir un ancrage juridique pour la délivrance du livret foncier électronique.

Le ministre annonce la création de pôles spécialisés en cardiologie au niveau national

Lors de l'ouverture du Congrès International des Maladies Cardiaques, qui s'est tenu au Centre International des Conférences à Alger, le ministre de la Santé, Abdelhak Saihi, a dévoilé un projet ambitieux pour le secteur de la santé en Algérie : la création de pôles de santé spécialisés dans les maladies cardiaques et vasculaires à travers tout le pays.

Cette annonce s'inscrit dans les efforts du ministère pour renforcer l'infrastructure médicale et améliorer l'accès aux soins de cardiologie. Ces pôles seront organisés selon un modèle de jumelage, permettant de partager les ressources et d'optimiser la

qualité de la prise en charge des patients, indépendamment de leur région de résidence.

Le ministre a souligné que cette initiative vise à réduire les disparités en matière de soins de santé et à garantir un traitement équitable pour tous les patients souffrant de maladies cardiovasculaires. Cette mesure fait partie d'une stratégie nationale plus large, qui repose sur sept axes prioritaires, afin de répondre aux attentes des patients et d'améliorer les soins.

Des initiatives pour une meilleure prise en charge des maladies cardiaques

Le ministre a également mis l'accent sur l'importance des



traitements et des techniques de pointe dans la prise en charge des maladies cardiaques, les qualifiant de « fondamentaux » pour offrir des soins adéquats aux patients. Dans cette perspective, Abdelhak Saihi a annoncé le lancement d'une initiative visant à créer des pôles

de santé spécialisés dans les maladies cardiovasculaires dans toutes les régions du pays.

Ces pôles seront organisés selon un système de jumelage, qui permettra de mettre en commun les ressources et les compétences pour améliorer les conditions de

prise en charge. L'objectif est de garantir un accès équitable aux soins, indépendamment de la région, et d'améliorer la qualité de vie des patients atteints de maladies cardiaques.

Cette initiative fait partie d'une stratégie globale pour renforcer le système de santé et mieux répondre aux besoins croissants en matière de cardiologie. En investissant dans des infrastructures spécialisées et en adoptant des technologies modernes, le ministère de la Santé espère non seulement améliorer le taux de survie des patients, mais aussi réduire les disparités en matière de soins à travers le territoire national.

EFFONDREMENT D'UN IMMEUBLE À BECHAR:

La commission dépêchée par le ministère de l'Habitat entame son expertise

La commission d'experts dépêchée par le ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, suite à l'effondrement vendredi soir d'un immeuble à la cite de 770 logements sur la route de Lahmar (nord de Bechar), a entamé samedi les travaux d'expertise, sous la conduite du directeur-général de l'Habitat au ministère, Mohamed Mordjani. La commission, qui s'est rendue sur place en compagnie du wali de Bechar, Mohamed Said Benkamou, a constaté l'état de l'immeuble en question et entamé les travaux d'expertise et de diagnostic sur les causes de son effondrement.

Dans une déclaration à la presse, M. Mordjani a expliqué que selon le premier constat des membres de la commission, des commerçants ont procédé à des modifications de certains locaux du rez-de-chaussée de l'immeuble qu'ils occupent, ce qui peut être l'une des causes principales de l'effondrement de la bâtisse.

L'expertise va se poursuivre jusqu'à la détermination des causes exactes de l'effondrement de l'immeuble,



selon les instructions du ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, a-t-il assuré.

Les mesures d'évacuation et de relogement des habitants de cet immeuble, prises par les autorités de la wilaya quelques heures avant son effondrement, ont été adéquates, a expliqué le responsable, ajoutant que dès l'annonce du risque d'effondrement de l'immeuble, le ministre a suivi de près l'évolution de la situation, en coordination avec les autorités locales.

La situation des autres immeubles constituant cette cité de 770 logements est saine, a conclu le cadre du ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, dont la commission d'expertise qu'il préside est composée de cadres de l'Organisme national du contrôle technique (CTC) et d'experts techniques spécialisés.

Une nouvelle arnaque prenant pour cible les automobilistes sévit sur les routes algériennes. Notamment sur les autoroutes et aux bords des stations-service. « Tariki » a réagi sur sa page officielle Facebook et a mis en garde contre certaines pratiques.

De plus, la gendarmerie nationale invite les usagers de la route à faire preuve de prudence face aux

personnes malintentionnées. Les algériens sont donc appelés à ne pas s'arrêter dans les zones isolées et sur les axes principaux, car ils peuvent tomber dans des pièges bien orchestrés par les arnaqueurs. Simuler une panne : un type d'arnaque courant sur les routes algériennes

Certaines personnes font preuve d'ingéniosité malveillante pour exploiter la gentillesse des

CODE DE LA ROUTE EN ALGÉRIE :

Les examens passent à l'ère numérique

L'Algérie poursuit son initiative de transition numérique, touchant désormais un domaine clé : l'obtention du permis de conduire. Avant la fin de l'année 2024, une réforme sera déployée à l'échelle nationale. Consistant à numériser les examens du code de la route.

Lors de son passage sur les ondes de la radio nationale, Lahcen Boubaka, chargé de la gestion de la Délégation nationale à la sécurité routière en Algérie, a levé le voile sur cette avancée qui devra être mise en application avant 2025.

L'objectif derrière cette modernisation est de bâtir une culture routière solide. Ainsi que de garantir des conditions de conduite plus sécurisées pour tous. Numérisation de l'examen du code de la route : une avancée imminente en Algérie

Cette initiative s'inscrit dans la volonté du gouvernement à garantir la bonne maîtrise des règles de la circulation par les candidats et à renforcer la sécurité routière.

En passant l'examen sur un



ordinateur, chaque candidat sera livré à lui-même. Et le risque de fraude sera réduit, renforçant ainsi l'aspect pédagogique de la formation.

Afin d'assurer la transparence et la crédibilité du permis de conduire en Algérie, les candidats passeront l'examen théorique en ligne. Ils devront répondre à une série de questions écrites ou vocales. De cette façon, l'évaluation se fera impartialement.

Renforcer la sécurité routière : collaboration avec le ministère de l'Éducation

Outre la numérisation de l'examen du code de la route, le chargé de la gestion de la Délégation nationale à la sécurité routière a souligné, lors de son intervention, les efforts conjoints avec le ministère de l'Éducation. Ce dernier s'attellera à introduire l'éducation routière dans les programmes scolaires.

En effet, des livrets éducatifs seront distribués prochainement aux élèves des trois cycles d'enseignement.

Cela dit, en intégrant cette nouvelle formation au cursus éducatif, la nouvelle génération se dotera d'un comportement civique et responsable sur la route, tout en maîtrisant les règles de la circulation.

En somme, les autorités algériennes ambitionnent, à travers ces initiatives, à renforcer la sécurité routière. Mettre l'accent sur la formation dès le plus jeune âge, tout en modernisant les examens théoriques de l'obtention du permis de conduire, constituent un grand pas en avant.

SÉCURITÉ ROUTIÈRE :

La gendarmerie nationale alerte sur les arnaques

conducteurs. L'une des arnaques les plus courantes consiste à simuler une panne.

Les escrocs garent leurs véhicules au niveau des entrées et sorties d'autoroutes, de station-service ou devant les cafés et restaurants le long de la route, faisant croire que leurs voitures présentent des problèmes mécaniques.

Les conducteurs, par empathie, s'arrêtent pour les aider. Toutefois, les arnaqueurs ont mis en place un stratagème bien rodé : manipuler et harceler leurs victimes pour obtenir de l'argent.

Attention aux sacs accrochés à la voiture : nouvelle technique d'agression sur la route !

Les arnaqueurs ne s'arrêtent pas là ! Ils ont un autre mode opératoire. Cela consiste à accrocher un sachet en plastique rempli de produits alimentaires à la poignée de la portière des voitures, coté passager. Par la suite, ils le poursuivent, lorsque le sachet attire l'attention du conducteur, il s'arrête pour voir de quoi il s'agit. C'est à ce moment-là que les agresseurs interviennent pour l'agresser et lui voler ses affaires personnelles.

Ce piège pernicieux est souvent tendu aux conducteurs lorsqu'ils sont seuls dans leurs véhicules. Les agresseurs attendent que la personne s'arrête devant un café, un restaurant, ou une station-service,

pour passer à l'action.

Pour se protéger contre ces déconvenues sur la route, il est essentiel de faire preuve de prudence. De plus, le numéro vert (1055) est à votre disposition pour tout signalement ou alerte en cas de situation suspecte.

En somme, la panne fictive, les fausses demandes d'aide et les mises en scène ne sont que des exemples parmi tant d'autres types d'arnaques. Pour vous protéger contre les personnes malintentionnées sur la route, pensez à verrouiller votre véhicule même pour une courte durée. Ainsi, ne vous arrêtez que dans les zones sécurisées.

Prix de la pomme de terre : Déstockage d'importantes quantités pour réguler le marché

La Société algérienne de régulation des produits agricoles (SARPA), a procédé, samedi, au déstockage d'importantes quantités de pomme de terre destinées à la consommation, en vue de stabiliser le marché, a appris l'APS auprès de ladite société.

Menée en coordination avec l'Office national interprofessionnel des légumes et des viandes (ONILEV), cette opération tend à approvisionner le marché et à réguler les prix en parallèle avec la période de soudure allant de fin octobre à fin novembre.

La société avait constitué des stocks d'une quantité allant jusqu'à 35.000 tonnes, destinée à réguler le marché durant cette période qui connaît un manque de récolte de ce produit. Elle



sera déstockée progressivement, les premières quantités sont estimées à 5000 tonnes, selon la même source.

Ces quantités seront vendues "directement" aux consommateurs, au prix plafonné de 75 DA, et ce au niveau des grandes surfaces commerciales et des points de vente relevant des offices et des entreprises publiques économiques, notamment l'Office national des aliments du bétail (ONAB) et la société "DICOPA", en sus des

points de vente mis en place par les collectivités locales à travers les différentes wilayas.

La Société Nationale de Régulation des Produits Agricoles (SARPA), en collaboration avec l'Office National Interprofessionnel des Légumes et Viandes (ONILEV), lance aujourd'hui, samedi 19 octobre 2024, une opération de mise en vente du stock de pommes de terre destiné à la consommation. Cette initiative vise à répondre aux besoins du marché, en période de rareté de la récolte, afin d'éviter une pénurie et une hausse des prix.

Des points de vente diversifiés pour une large accessibilité

Le produit sera commercialisé à travers différents points de vente, notamment les réseaux des offices publics, les établissements

économiques étatiques, ainsi que dans les grandes surfaces. En plus de ces canaux, des points de vente ont été mis en place par les collectivités locales dans les wilayas du pays pour faciliter l'accès à la population. Le prix de vente au consommateur est fixé à 75 dinars le kilogramme. Cette mesure intervient dans un contexte de régulation des produits de grande consommation, en particulier les pommes de terre, afin de garantir la stabilité du marché durant la période critique allant de fin octobre à fin novembre.

La pomme de terre : Un aliment de base essentiel pour les foyers algériens

La pomme de terre, pilier de l'alimentation quotidienne pour de nombreux Algériens, occupe une place indispensable dans

les repas des foyers. Riche en glucides et source d'énergie, elle s'intègre à une grande diversité de plats traditionnels, faisant d'elle un ingrédient de base incontournable.

Son importance dans le régime alimentaire national rend vital un approvisionnement constant et accessible, afin de prévenir toute perturbation des habitudes de consommation.

La récente initiative de SARPA et ONILEV répond ainsi à un enjeu majeur : maintenir l'équilibre du marché pendant les périodes de faible disponibilité.

En stabilisant les prix et en assurant la présence de ce produit sur les étals, les autorités visent à protéger le pouvoir d'achat des consommateurs et à prévenir les éventuelles spéculations pouvant survenir en période de pénurie.

L'Algérie veut faire de la pêche un moteur économique

L'inspecteur du ministère de la Pêche et des Produits halieutiques, Jamal Boulkassaim, a réaffirmé lors d'une récente interview l'engagement du gouvernement algérien envers le secteur de la pêche, considéré comme un pilier majeur pour assurer la sécurité alimentaire du pays. Le plan stratégique actuel vise à renforcer la productivité à travers diverses initiatives et réformes, tout en misant sur l'innovation et la modernisation.

Objectif de production : 160 000 tonnes d'ici 2030

L'un des objectifs phares de cette stratégie est d'atteindre une production annuelle de 160 000 tonnes de ressources halieutiques

d'ici 2030.

Cet effort repose en grande partie sur le développement des activités de l'aquaculture.

Les autorités ont pris des mesures pour encourager cette filière, notamment en facilitant l'accès à des zones de pêche en haute mer. L'importation de moteurs de navires de dernière génération joue un rôle clé dans l'amélioration des capacités de pêche, permettant ainsi une augmentation significative de la production nationale.

Cette modernisation des équipements vise également à réduire les coûts de production, ce qui devrait impacter positivement les prix des produits halieutiques pour les consommateurs.

Modernisation et technologie pour un secteur plus compétitif

Le recours à la technologie est un autre axe majeur de la réforme du secteur.

Le système de suivi à distance des navires de pêche, récemment mis en place, contribue non seulement à renforcer la sécurité en mer, mais aussi à protéger les ressources halieutiques.

Ce dispositif permet de cartographier les zones de pêche et de surveiller les activités, garantissant ainsi une exploitation durable des ressources.

En parallèle, le secteur s'oriente vers l'innovation, avec un nombre croissant de startups



investissant dans ce domaine. À ce jour, 82 entreprises innovantes ont obtenu le label de « projet innovant » dans le secteur de la pêche et de l'aquaculture, illustrant les efforts déployés pour dynamiser la filière.

De plus, dix nouvelles applications dédiées ont été développées pour améliorer les services publics, facilitant ainsi les interactions entre les pêcheurs, les institutions et les

clients.

Un secteur prometteur pour l'économie algérienne

Le gouvernement algérien voit dans le secteur de la pêche un potentiel économique sous-exploité mais crucial pour l'avenir.

En renforçant la production et en modernisant les pratiques, l'Algérie aspire non seulement à répondre à ses besoins domestiques, mais aussi à développer une industrie compétitive capable de s'imposer sur le marché international.

Les mesures prises jusqu'à présent témoignent d'une volonté claire d'assurer la durabilité du secteur tout en soutenant l'innovation et l'investissement.

Sonatrach :

De nouveaux contrats et une modernisation de la flotte maritime

L'Algérie poursuit activement sa stratégie pour augmenter la production et renouveler ses réserves en hydrocarbures.

Mourad Belghoum, président de l'Agence Nationale pour la Valorisation des Ressources en Hydrocarbures, a annoncé que Sonatrach est en négociations pour signer 12 contrats dans ce domaine, dont 7 avec de nouvelles entreprises internationales.

Ces accords résultent de la nouvelle initiative « Algeria Bid Round 2024 », un programme d'appel d'offres annuel qui inclut six grands projets.

Les résultats de ces appels d'offres seront annoncés en novembre, avec une entrée en vigueur des nouveaux contrats



dès avril 2025.

L'un des axes principaux de ces efforts vise à sécuriser les investissements et à moderniser les capacités de production nationale à travers l'introduction de nouvelles technologies et d'une meilleure gestion des ressources existantes.

Cette modernisation inclut également une vision de long

terme visant à garantir la durabilité du secteur pétrolier et gazier algérien, qui reste un pilier de l'économie du pays.

Modernisation du secteur maritime algérien

En parallèle, l'Algérie investit dans la modernisation de sa flotte maritime.

Hyproc, une filiale de Sonatrach spécialisée dans le transport de

pétrole, a signé un partenariat avec Algérie Télécom Satellite. Cet accord permettra de doter les navires de la flotte Hyproc de services de télécommunications par satellite, utilisant la technologie VSAT.

Ce système assure des connexions internet à haut débit, renforçant la sécurité et la qualité des communications même dans les zones maritimes éloignées, où les réseaux conventionnels sont absents.

Avec un total de 11 navires concernés, ce programme de modernisation s'inscrit dans une démarche visant à améliorer les infrastructures maritimes et à répondre aux besoins croissants en matière de communication pour garantir un fonctionnement efficace et sécurisé de la flotte.

Cette initiative marque un pas important vers la transformation technologique de l'industrie maritime algérienne,

contribuant ainsi à renforcer son rôle sur la scène internationale.

En somme, l'Algérie, à travers Sonatrach et ses filiales, continue de mettre en place des stratégies d'expansion et de modernisation qui non seulement renforcent sa position en tant qu'acteur clé dans le secteur des hydrocarbures, mais améliorent également ses capacités logistiques et technologiques.

Ces efforts combinés sont essentiels pour garantir la sécurité énergétique du pays et son rayonnement international dans un contexte de concurrence accrue.

Le wali s'enquiert de l'avancement des travaux des projets liés aux ressources en eau

Un engagement pour la sécurité hydrique

S.Y

À l'effet de s'enquérir de la situation des projets, liés aux ressources en eau, le wali d'Annaba, Abdelkader Djellaoui, accompagné du secrétaire général de la wilaya, de la directrice des ressources en eau, du chef de la daïra d'El Hadjar, des P/APC d'El Bouniet de Sidi Amar ainsi que de plusieurs autres responsables de l'exécutif, a entrepris une visite de travail au niveau de plusieurs projets en cours de réalisation. Comme première étape de la visite, le wali a inspecté le projet d'acheminement de l'eau dessalée de la station de dessalement de Koudiet Draouche, située dans la wilaya d'El Tarf, vers les réservoirs de la station de Chaïba, d'une capacité de 2x10.000 m³. Ce projet d'envergure, divisé en deux phases, vise à assurer l'approvisionnement en eau potable dans plusieurs communes de la wilaya d'Annaba.



La première phase du projet, qui couvre plusieurs communes telles qu'Annaba, Seraïdi, El Bouni, la nouvelle ville Benmostefa Benaouda, Sidi Amar et El Hadjar, est en voie d'achèvement avec un taux de 99 % des travaux réalisés. Cette phase permettra de desservir environ 84 % de la population de la région, offrant ainsi une solution durable aux problèmes d'approvisionnement en eau. La deuxième phase de la visite a été consacrée au projet de construction d'une dizaine

de réservoirs d'une capacité totale de 158.000 m³, ainsi que l'installation de quatre stations de pompage, dont une de grande capacité située à Sidi Amar. Cette phase prévoit également l'installation de 167 km de conduites de différents diamètres, allant de 1.300 mm à 90 mm. Les travaux de cette phase ont débuté en mai 2024, et leur avancement varie selon les tronçons, avec des délais de réalisation compris entre 09 et 14 mois. Les travaux de cette phase impacteront positivement



plusieurs zones, notamment Oued El Aneb, Berrahal, Treat, Chetaïbi, Ain El Berda, Chorfa et El Eulma. Le wali, Djellaoui Abdelkader, a souligné l'importance de suivre régulièrement l'avancement de cette phase. À ce jour, plus de 50 % des travaux ont été réalisés, avec une livraison prévue pour juin 2025. Cette visite reflète l'engagement des autorités locales à assurer la sécurité hydrique de la wilaya d'Annaba, dans un contexte où la gestion de l'eau est considérée

comme une priorité stratégique. Le projet de dessalement de l'eau de mer et son acheminement à travers les infrastructures locales constituent une réponse aux défis croissants liés à la disponibilité des ressources en eau, tout en améliorant les conditions de vie des habitants. Le wali a réitéré son engagement à suivre de près l'évolution des travaux afin de garantir leur bonne exécution dans les délais impartis.

ANNABA / PRÉSERVATION DE L'ENVIRONNEMENT

Le CACOT en visite dans la forêt de l'Edough

S.Y

La Conservation des forêts de la wilaya d'Annaba a récemment accueilli un groupe du Comité Algérien de Chirurgie Orthopédique et Traumatologique (CACOT) lors d'une visite dans la région de Seraïdi. Cette sortie sur le terrain, organisée sous la forme d'une randonnée pédestre à travers la forêt domaniale de l'Edough, a permis aux participants de découvrir le sentier forestier menant au pont romain, un site historique de la région. Tout au long de cette excursion, des explications détaillées ont

été fournies aux visiteurs sur la richesse écologique de la forêt de l'Edough. Les représentants de la Conservation des forêts ont ainsi mis en lumière la diversité biologique de cette vaste région verte, comprenant une grande variété d'espèces végétales et animales, tout en soulignant les efforts continus de leur administration pour protéger cet écosystème unique en son genre et favoriser son développement durable. Sous la conduite du chef de service de la protection des ressources forestières, les participants ont pu mesurer

l'importance des actions de préservation menées localement. La forêt de l'Edough, en plus de son rôle crucial dans la protection de l'environnement, contribue également à la sensibilisation du grand public sur l'importance de la conservation de la nature. Cette initiative reflète l'engagement des autorités forestières d'Annaba à impliquer la population dans la protection de la biodiversité tout en renforçant les liens avec les instances scientifiques, comme le CACOT, pour une meilleure compréhension des enjeux environnementaux locaux.



ANNABA/CHETAIBI

Le chef de daïra préside une réunion de coordination sur la situation du virus "West Nile"



Imen.B

Sur instructions du wali d'Annaba, une réunion s'est tenue, hier, au siège de la daïra de Chetaïbi. Cette séance a réuni plusieurs élus membres et chargé du dossier des maladies transmissibles par l'eau et l'animal, notamment le virus West Nile afin de discuter des points inscrits à l'ordre du jour. En effet, sous la direction du chef

de daïra de Chetaïbi, Walid Zernadji, un tour d'horizon de la situation du secteur de la santé a permis d'examiner la situation de la maladie due au virus West Nile qui se transmet par les insectes, notamment les moustiques, les oiseaux et les chevaux. Une présentation complète et détaillée a été faite à travers laquelle ont été abordés les mesures à envisager pour prévenir les maladies transmissibles et

surtout à l'effet de préserver la santé des habitants de Chetaïbi. Un exposé a été développé et commenté au cours de la réunion sur l'évolution de la situation en matière de lutte contre le virus West Nile. Selon les éléments présentés, rien n'est laissé au hasard en vue d'une meilleure maîtrise des différents canaux intervenant dans les actions d'hygiène et de salubrité publique.

ANNABA / LUTTE CONTRE LE TRAFIC DE STUPÉFIANTS Saisie de 859 comprimés de psychotropes et arrestation de deux individus



S.Y

Dans le cadre de ses efforts continus pour lutter contre le fléau des drogues et des substances psychotropes, la brigade de lutte contre le trafic illicite de stupéfiants de la sûreté de la wilaya d'Annaba a récemment mené une opération qui a abouti à l'arrestation de deux individus impliqués dans la vente de ces substances dans le milieu des jeunes.

Les faits remontent à la semaine dernière, lorsque la brigade a reçu des informations fiables dénonçant les méfaits de deux individus à bord d'un véhicule touristique pour faire la promotion de leurs produits. Sur la base de ces informations, les agents

de la brigade ont réussi à intercepter les suspects, âgés de 30 et 50 ans, et à saisir un total de 859 comprimés de différentes variétés de psychotropes, ainsi qu'un véhicule utilisé pour le transport et la distribution de ces substances. Une somme d'argent, représentant les bénéfices de leurs activités criminelles, a également été saisie.

Au terme des procédures légales, les deux suspects ont été présentés au procureur de la république près le tribunal d'Annaba. Ces derniers sont poursuivis pour possession, stockage, vente et transport de substances psychotropes dans le cadre d'un groupe criminel organisé.

ANNABA / SONELGAZ Campagne de prévention contre les dangers du gaz et le monoxyde de carbone

Imen.B

Une campagne de sensibilisation sur la prévention des dangers liés à la mauvaise utilisation du gaz, a été lancée par la direction de Sonelgaz au niveau de la commune d'El Bouni. Cette campagne qui devra se poursuivre tout au long de la semaine permettra de renforcer la communication de proximité et préventive, et ce à travers la présentation d'affiches, la distribution de brochures et de dépliants renfermant des conseils et des recommandations sur les meilleures méthodes de prévention de l'intoxication au monoxyde de carbone. Cette campagne de sensibilisation est encadrée par des cadres de la direction de Sonelgaz, spécialistes en gaz et en prévention, et ce, a-t-on ajouté, en donnant davantage d'explications au plus grand nombre possible des citoyens. Cette campagne de sensibilisation sur le risque invisible qui tue a été élargie à cause des nombreux accidents liés aux explosions de gaz enregistrées chaque saison hivernale. Des explications relatives aux risques d'appareils non reliés à une conduite d'évacuation (chauffage, chauffe-eau), l'obstruction des bouches de ventilation



et de cheminées, la conformité des installations intérieures et des colonnes montantes et la conduite à tenir face aux dangers d'explosion et d'intoxication par le monoxyde de carbone seront ainsi données aux citoyens.

ANNABA/ UTILISATION DE L'INTERNET Campagne de sensibilisation au profit des élèves du lycée "Boutaba Bachir"



Imen.B

Une vaste campagne de sensibilisation sur les dangers de la mauvaise utilisation d'internet ciblant les scolarisés des différents paliers d'enseignement a été lancée dans la wilaya d'Annaba par les services de la Sûreté de wilaya a-t-on appris, avant-hier, auprès de ce corps constitué. S'inscrivant dans le cadre du travail de proximité des services de la police, cette campagne de sensibilisation se poursuivra toute la semaine en se focalisant sur l'utilisation optimale et sûre d'Internet et la prévention de son utilisation à des fins anormales, ainsi que des explications portant sur les méthodes et les procédures légales à suivre pour les victimes d'un cyber crime. En effet, les services de la cybercriminalité en collaboration avec la 12ème sûreté urbaine ont initié une conférence aux profits des élèves du

lycée "Boutaba Bachir" afin de mettre en évidence les dangers et les dommages qui peuvent résulter de l'usage négatif d'Internet. L'accent a été particulièrement mis sur les dangers que peuvent constituer certains jeux en ligne, notamment ceux violents ou incitant à la violence ou même au suicide, a-t-on encore noté soulignant que de nombreux jeunes mal informés sur le danger de mort qui les guette peuvent s'adonner à des jeux néfastes. Il a été ajouté aussi les réseaux sociaux sont devenus un élément incontournable de la vie quotidienne des internautes, offrant une plateforme diversifiée sur la communication, le divertissement et l'information, d'où découle une série de risques, notamment la cyber-intimidation, la diffusion de fausses informations, l'accoutumance excessive et même l'exposition à des contenus immoraux.

ANNABA / BÉTAIL ERRANT Après les mises en demeure, l'APC d'El Bouni saisit des vaches errantes

S.Y

Conformément aux directives du P/APC d'El-Bouni, et à l'issue des mises en garde signifiées aux éleveurs de bétail, l'APC d'El Bouni, sous la conduite de la vice-présidente de l'environnement et du cadre de vie, a lancé une vaste opération de saisie des vaches errantes dans les rues et cités résidentielles de Sidi Salem. Cette opération a été supervisée par le chef de daïra, Kouchit Abdelkrim, en présence de madame Leila Ziani, adjointe chargée de l'environnement, ainsi que des autorités locales, dont le chef du secteur, M. SahiAkid.

Cette campagne s'inscrit dans le cadre de l'application de l'arrêté 2581 émis le 24 septembre 2024, répondant aux plaintes croissantes des citoyens. Ces derniers se sont montrés de plus en plus incommodés par la présence de vaches errantes, causant des perturbations dans leur quotidien, compromettant la sécurité publique, et affectant la propreté des lieux. En effet, ces animaux errants constituent des obstacles pour la circulation automobile, et endommagent les espaces verts et la



voirie urbaine.

La vice-présidence de l'environnement, en collaboration avec les autorités sécuritaires, a donc intensifié ses efforts pour saisir les vaches errantes et faire respecter les sanctions prévues par la législation locale. Cette opération s'inscrit dans une stratégie plus large visant à réguler l'espace public et à protéger l'environnement, dans le but d'offrir aux habitants un cadre de vie propre et sécurisé.

Cependant, au-delà des mesures répressives, il reste essentiel de renforcer la sensibilisation des agriculteurs et des propriétaires de bétail quant à l'importance de respecter la réglementation en vigueur, afin d'éviter que leurs animaux ne circulent librement dans les zones urbaines.

ANNABA / TRANSPORT :

Des arrêts de bus et stations de taxis urbains sans abris pour les usagers du transport

Imen.B
Les usagers des stations urbaines de bus et même des taxis au niveau de plusieurs cités de la ville se plaignent de l'état des abris, dépourvus des parois devant permettre aux citoyens de se protéger contre la pluie ou du soleil et souvent de l'absence d'abris. C'est le cas de la station

des taxis située à proximité du centre des affaires (CAM). Ces derniers sont exposés à toutes les perturbations climatiques, surtout en hiver avec la pluie. Attendre un bus est devenu un véritable casse-tête pour des milliers d'usagers des différentes stations dans la ville. Les riverains des quartiers notamment à la caroube,

ces usagers du transport en commun se plaignent du manque flagrant en matière d'abribus. Cette carence qui incommodent surtout les personnes âgées et les femmes en compagnie de leurs enfants dure depuis plusieurs semaines sans que les services compétents daignent trouver une solution à cette pénalisante situation.

En effet, les quelques abribus, qui existent, sont presque tous abîmés ou vandalisés. Les citoyens ne manquent pas de condamner ces actes qui les pénalisent eux en premier, et s'interrogent sur les actions à mener pour empêcher cet incivisme, mais il est clair que tout le monde reste conscient que l'on ne peut placer derrière



chaque citoyen un agent de l'ordre.

ANNABA / AGRICULTURE :

Sensibilisation des agriculteurs pour garantir la qualité des agrumes à El Hadjar

S.Y
Dans le cadre d'un programme conjoint entre les secteurs de l'agriculture et du commerce, une sortie de sensibilisation a été organisée pour garantir la qualité et la conformité des produits d'agrumes, sachant que ces fruits très prisés commencent à occuper les étals sur le marché. Cette sortie de terrain s'est déroulée dans les vergers d'agrumes situés dans

la commune d'El Hadjar et a rassemblé plusieurs acteurs clés. Ont pris part à cette sortie, l'inspection phytosanitaire de la direction de l'agriculture, des agents de répression des fraudes de la direction du commerce, du président de la chambre d'agriculture de la wilaya ainsi que des services de la sûreté nationale. L'objectif principal était de sensibiliser les agriculteurs, producteurs d'agrumes, sur l'importance

de vendre des fruits arrivés à maturité, exempts de maladies et de parasites.

Les autorités ont insisté sur le respect des périodes de pré-récolte, soulignant l'impact direct de ces pratiques sur la qualité du produit final destiné au consommateur. Cette initiative s'inscrit dans une démarche plus large visant à garantir une production locale respectueuse des normes sanitaires et de qualité, à la

fois pour satisfaire la demande croissante des consommateurs et préserver la réputation des agriculteurs locaux.

Des recommandations ont également été données aux agriculteurs pour les encourager à renforcer les pratiques agricoles responsables, notamment en matière de lutte contre les agents nuisibles, afin de garantir un produit sain sur le marché.



ANNABA / CHETAIBI :

Vaste opération de nettoyage au niveau des points noirs

Imen.B
Sur instruction du wali d'Annaba, une grande opération de nettoyage a été lancée, hier, au niveau de la commune de chetaibi sous la supervision du chef de daïra de chetaibi, le chargé de l'environnement

et le représentant du secteur des travaux publics, pour débarrasser cette localité des tas d'immondices qui affectent énormément le cadre de vie des citoyens. De gros moyens matériels et humains ont été mobilisés en la circonstance, tels que des camions, des

niveleuses, des tracteurs pour l'enlèvement des ordures amoncelées dans différents endroits, des camions-citernes pour le nettoyage des voies et places publiques, tout le nécessaire pour mener à bien cette opération de toilettage d'envergure, qui a touché

le cimetière des martyrs, le nettoyage de l'entrée principale de la localité, la route de la wilaya 102, la cité Ain Eromane, cité Daoudi Bachir ainsi que le nettoyage des avaloires afin d'éviter l'obstruction des eaux de pluie. Pour l'efficacité de cette opération, notre source



affirme que l'opération de nettoyage sera suivie par d'autres similaires.

AÏN TEMOUCHENT :

Hidaoui souligne le rôle de la jeunesse dans la préservation de la mémoire nationale et sa transmission aux générations futures

Le président du Haut conseil de la jeunesse Mustapha Hidaoui a souligné, jeudi passé, à Aïn Temouchent, le rôle de la jeunesse et sa responsabilité dans la préservation de la mémoire nationale et de sa transmission aux générations futures.

Supervisant l'ouverture d'un Forum national intitulé "La jeunesse, protectrice de l'histoire et bâtisseuse de l'avenir", à l'occasion de la Journée nationale de l'émigration, M. Hidaoui a indiqué que "la jeunesse algérienne, descendante des

Moudjahidine et des Martyrs, refuse d'oublier, et nous, en ces occasions historiques, nous en faisons une base pour se souvenir des sacrifices et récupérer cette mémoire nationale qui nous rend fiers de nos ancêtres et de notre Histoire ancienne, et nous fait mettre en place également des mécanismes, en tant que jeunes algériens, pour préserver cette mémoire nationale".

Il a, en outre, indiqué que "la volonté existe chez les jeunes d'aujourd'hui, qui maîtrisent le monde des technologies et les outils numériques, pour la construction d'une volonté

nationale commune chez les jeunes, dont le sens profond est que les jeunes algériens sont responsables de la mémoire nationale pour la transmettre aux générations futures, afin d'incruster chez eux la détermination et la force de nos Moudjahidine, ce qui nous permettra de construire une Algérie victorieuse".

"Le Haut conseil de la jeunesse adopte une approche qui tente de trouver un équilibre entre le plaidoyer et la défense des différentes questions liées à la jeunesse, ainsi que le travail pour participer à enraciner le nationalisme et la préservation

de la mémoire nationale dans les esprits de nos jeunes", a-t-il ajouté.

M. Hidaoui a souligné à ce propos que "l'Etat algérien, à sa tête le président de la République M. Abdelmadjid Tebboune, à travers la mise en place des jalons essentiels du Haut conseil de la jeunesse, visait, en plus de transmettre les préoccupations et aspirations des jeunes, à ancrer le nationalisme et le renforcement des valeurs de la mémoire nationale chez eux".

Cette rencontre nationale, organisée par le Haut conseil de la jeunesse, a enregistré



l'organisation de plusieurs ateliers historiques, encadrés par des universitaires, portant sur les mécanismes de la préservation de la mémoire nationale et sa promotion auprès des nouvelles générations, en présence des membres de cette instance des différentes wilayas du pays.

Cuba totalement privée d'électricité à la suite de l'arrêt de sa principale centrale thermique

Jeudi, le gouvernement avait annoncé l'arrêt du travail dans le secteur public, parmi d'autres mesures, pour faire face à la crise de l'énergie qui touche l'île et ses dix millions d'habitants, selon le monde.fr.

L'arrêt de la principale centrale thermique de Cuba a provoqué une panne sur tout le système électrique de l'île, a déclaré, vendredi 18 octobre, le ministère de l'énergie et des mines. Cette paralysie privait toujours de courant les 10 millions d'habitants samedi.

« Il n'y aura pas de répit » tant que le service ne sera pas « totalement rétabli », a déclaré vendredi soir le président Miguel Diaz-Canel, lors d'une réunion de crise, retransmise

par la télévision d'Etat.

« Le système est sans électricité dans tout le pays », après l'arrêt de la centrale thermique Antonio-Guiteras, dans le centre-ouest du pays, avait annoncé à la mi-journée à la télévision d'Etat Lázaro Guerra, directeur général de l'électricité au ministère de l'énergie et des mines. M. Guerra a précisé que, quand la centrale électrique s'est arrêtée, « le système s'est effondré », provoquant une panne géante.

En début de soirée vendredi, la compagnie électrique nationale (UNE) a affirmé avoir généré, grâce à des « microsystèmes » annexes, un niveau de courant minimal, qui devrait être utilisé pour relancer les centrales thermoélectriques et

générateurs flottants dans plusieurs provinces du pays, et qui bénéficie d'ores et déjà à quelque 19 000 personnes sur l'ensemble de l'île. Mais, à la nuit tombée, les larges avenues de La Havane étaient plongées dans le noir, à l'exception de points de lumière fournis par certains hôtels, hôpitaux et quelques restaurants ou bars privés pouvant faire fonctionner des générateurs, a constaté l'Agence France-Presse (AFP).

« Nous vivons une situation terrible avec cette coupure », témoigne, au bord des larmes, Betsabe Valdes, 40 ans, venue prendre l'air sur une avenue du centre de La Havane pour éviter la chaleur de son appartement. « Nous n'avons pas de

gaz, nous n'avons pas d'électricité, la vie est difficile car nous avons une petite fille », ajoute-t-elle, en désignant sa nièce âgée de 1 an. « Les enfants petits et les personnes âgées sont celles qui souffrent le plus », poursuit-elle.

Jeudi, le président cubain avait annoncé que Cuba se trouvait en situation d'« urgence énergétique » du fait des difficultés pour acheter le combustible nécessaire à l'alimentation de ses centrales, à cause du renforcement de l'embargo que Washington impose à l'île communiste depuis 1962. « C'est une démonstration de plus de tous les problèmes que le blocus nous cause », a-t-il martelé vendredi soir.

« C'est aberrant », a déclaré à l'AFP Eloy Font, un retraité de 80 ans vivant dans le centre de La Havane. « Cela démontre la fragilité de notre système électrique (...) il n'y a pas de réserve, il n'y a pas de quoi maintenir ce pays debout, on vit au jour le jour », a-t-il pesté.

Des centrales vétustes

Depuis trois mois, les Cubains souffrent de récurrentes coupures de courant devenues de plus en plus fréquentes. Jeudi, le déficit énergétique national, qui oscillait autour de 30 %, a atteint les 50 %, renforçant l'exaspération de la population. Les cours ont été suspendus à tous les niveaux dans le pays jusqu'à lundi, et tous les lieux de divertissement ont été fermés.

Budget 2025

La commission des finances propose une version remaniée sur les recettes

Une majorité de députés plaide pour plus de « justice fiscale », en opposition à une politique de l'offre incarnée, depuis 2017, par le chef de l'Etat. Ils déplorent un pilotage à vue sur ce budget préparé dans l'urgence par un gouvernement minoritaire ; selon le monde.fr.

Des failles béantes. En trois jours de débats en commission des finances à l'Assemblée nationale, un constat préoccupant s'impose au gouvernement de Michel Barnier. Le budget 2025 ne parvient à contenter ni la gauche ni l'extrême droite, et les groupes de la coalition gouvernementale se sont désolidarisés des choix budgétaires de leur premier ministre, préférant jouer leur propre partition.

Sans majorité à l'Assemblée nationale, le locataire de Matignon

ne peut que constater le détricotage en règle de la première partie du projet de loi de finances (PLF) sur les recettes. L'équilibre vanté, avec 60 milliards d'euros d'économies, dont 20 milliards de nouvelles recettes issues principalement de hausses d'impôts temporaires pour contenir le déficit, est resté inaudible auprès des députés.

Le président (La France insoumise, LFI) de la commission des finances, Eric Coquerel, a revendiqué, vendredi, un budget « NFP [Nouveau Front populaire]-compatible », avec la création de plus de 55 milliards d'euros de recettes supplémentaires, selon ses dires. Des gains obtenus à la faveur de dizaines d'amendements introduisant des prélèvements fiscaux sur les grandes entreprises et les grosses fortunes, avec pour cible les revenus du capital et ceux du

patrimoine.

Ces amendements ont été adoptés par des alliances hétéroclites et aléatoires, réunissant des députés de la gauche, du Rassemblement national (RN), de Libertés, indépendants, outre-mer et territoires (LIOT), du Mouvement démocrate (MoDem) et même de la Droite républicaine (DR).

Une taxe sur les « superprofits » approuvée

Dès le début de l'examen du PLF, mercredi, les commissaires aux finances ont fait vaciller les principaux repères du budget de Bercy. Ils ont pérennisé la contribution sur les hauts revenus, ont augmenté la « flat tax » de 30 % à 33 % sur les revenus du capital, avant d'adopter un amendement sur la taxation des « superdividendes » identique à celui voté par les



députés en 2022, finalement écarté par un usage de l'article 49.3 de la Constitution, qui permet de faire adopter un texte sans vote.

Le lendemain, les députés de la commission rejetaient en bloc, a un moment de la défense des classes moyennes, la hausse de la taxe sur l'électricité, qui devait rapporter 3 milliards

d'euros à l'Etat, l'alourdissement du malus automobile et l'augmentation des taxes pour les chaudières à gaz. L'« exit tax », autre impôt qui vise à limiter l'exil fiscal, a, lui, été renforcé, alors que la majorité macroniste l'avait restreint, à son arrivée, pour créer davantage d'attractivité économique.

Nouvelle-Calédonie

Derrière la reconstruction économique, le gouvernement rouvre le dossier politique

Au-delà des annonces de soutien de l'économie calédonienne, François-Noël Buffet, le ministre des outre-mer, a expliqué qu'un temps pour reprendre la discussion politique s'ouvre jusqu'à la fin 2025. La question de la souveraineté du territoire est de nouveau sur la table, selon le monde.fr.

Rouvrir le dossier politique du futur statut de la Nouvelle-Calédonie tout en évitant le naufrage économique immédiat du territoire : la visite du ministre des outre-mer à Nouméa, du mercredi 16 au samedi 19 octobre, était lourde d'enjeux. La personnalité prudente de François-Noël Buffet, ancien élu local



et président expérimenté de la commission des lois du Sénat, qui avait averti des risques portés par la politique calédonienne du précédent gouvernement, permettra-t-elle d'avancer ?

Quand l'insurrection a éclaté, le 13 mai, « des hommes et des femmes ne se sont plus compris, lâchant prise brusquement sur le dialogue et les accords de Matignon [en 1988] et de Nouméa [en 1998] », a

constaté M. Buffet, jeudi 17 octobre, au centre culturel Tjibaou. Pour lui, il s'agit désormais que « les gens se parlent », pour « construire un projet solide pour l'avenir ».

Jusqu'au mois de décembre, 650 millions d'euros auront été avancés par l'Etat (hors crise du nickel), et le ministre a promis la « poursuite de l'engagement de l'Etat » pour sauver l'économie calédonienne – avec notamment la prise en charge à 100 % de la remise en état des bâtiments scolaires détruits et à 70 % de celle des autres infrastructures publiques. Le chômage partiel continuera d'être financé jusqu'à fin 2024. En pleine bataille parlementaire sur le projet de loi de finances pour 2025, les

annonces en sont toutefois restées là. Venu « objectiver les besoins pour mieux défendre le dossier à Paris », le ministre a ainsi suscité la vive déception des milieux économiques. « Nous avons attendu deux mois un gouvernement, et la réponse apportée témoigne d'un décalage énorme entre la position de l'Etat et la situation, qui est explosive, alerte Mimsy Daly, présidente du Medef-Nouvelle-Calédonie. Or la responsabilité de l'Etat dans le niveau des destructions sur ce territoire est engagée, car il y a eu une défaillance dans l'exercice de protection des biens et des personnes. »

LIBAN:

Le Premier ministre dénonce « l'ingérence flagrante » de l'Iran, une première

Le Premier ministre libanais a dénoncé vendredi "l'ingérence flagrante" de l'Iran après des propos d'un responsable iranien affirmant être prêt à négocier un cessez-le-feu au Liban et demandé la convocation du chargé d'affaires iranien à Beyrouth.

C'est la première fois que Najib Mikati, qui entretient de bonnes relations avec le Hezbollah pro-iranien représenté au sein de son cabinet, adopte une telle position.

Après un an d'échanges de tirs frontaliers, Israël et le mouvement islamiste Hezbollah sont désormais en guerre ouverte au Liban où Israël a lancé le 30 septembre une offensive au sol dans le sud.

Le président du Parlement iranien, Mohammad-Bagher Ghalibaf, qui s'est rendu la semaine dernière à Beyrouth, a affirmé dans un article publié jeudi soir par le Figaro que Téhéran serait prêt à négocier avec Paris un cessez-le-feu au Liban.

"Nous sommes surpris par cette position, qui constitue une ingérence flagrante dans les affaires libanaises, et une tentative d'établir une tutelle que nous rejetons sur le Liban", a affirmé le Premier ministre dans un communiqué.

Il a indiqué avoir demandé au ministre des Affaires étrangères de "convoquer le chargé d'affaires iranien" au Liban pour lui demander "des explications" sur ces propos.

L'ambassadeur d'Iran au

Liban, Mojtaba Amani, avait été blessé à la mi-septembre dans l'explosion d'un bipeur, comme des centaines de membres du Hezbollah, une opération attribuée à Israël.

Le président du Parlement iranien avait rencontré M. Mikati lors d'une visite à Beyrouth le 12 octobre, au cours de laquelle il avait dénoncé "les crimes" d'Israël qui mène une campagne de frappes intensives sur le Liban et des incursions terrestres dans le sud.

Le Premier ministre libanais a indiqué avoir informé M. Ghalibaf, ainsi que le ministre iranien des Affaires étrangères, Abbas Araghchi, qui s'était rendu plus tôt au Liban, "de la nécessité de comprendre la situation du Liban, soumis à



une agression israélienne sans précédent".

Il a souligné que son gouvernement "oeuvrait avec tous les amis du Liban, y compris la France, pour faire pression sur Israël en faveur d'un cessez-le-feu".

Au moins 1.418 personnes

ont été tuées au Liban depuis l'intensification des opérations israéliennes au Liban le 23 septembre, d'après un décompte de l'AFP réalisé à partir de données officielles, et plus d'un million forcées de quitter leurs maisons.

Le centre saoudien KSrelief envoie un quatrième avion d'aide au Liban

RIYAD: Le quatrième avion transportant de l'aide pour les personnes déplacées au Liban, en provenance d'Arabie saoudite, est arrivé à l'aéroport international de Beyrouth mercredi en fin de journée, selon l'Agence de presse saoudienne.

Cette aide est fournie par le centre KSrelief, en réponse au nombre croissant de personnes déplacées par les frappes aériennes israéliennes au Liban.

Le premier avion en provenance d'Arabie saoudite est arrivé à Beyrouth le 13 octobre,



transportant plus de 40 tonnes de nourriture, de fournitures médicales et de matériel de secours. Il était accompagné

d'une équipe chargée des opérations de sauvetage.

Parmi les autres pays qui ont envoyé de l'aide au Liban

figurent les Émirats arabes unis, la Turquie, l'Irak, l'Égypte, la Jordanie, le Canada, la Roumanie et la France.

Mercredi, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations unies a déclaré que plus de 2 300 personnes avaient été tuées et plus de 746 500 déplacées à l'intérieur du Liban.

L'Arabie saoudite continue également de fournir une aide humanitaire aux personnes déplacées à l'intérieur du pays par la guerre d'Israël contre Gaza, dont le nombre est estimé par les Nations unies à 1,9 million de personnes.

Le 15 octobre, le centre KSrelief a signé un mémorandum de soutien financier d'une valeur de 10 millions de dollars (1 dollar = 0,92 euro) avec le Comité international de la Croix-Rouge pour répondre aux besoins humanitaires dans la bande de Gaza.

Dans un communiqué publié sur X, l'agence saoudienne a déclaré que le soutien financier «s'inscrit dans le cadre des efforts déployés par le Royaume pour aider les populations palestiniennes touchées et leur fournir des services essentiels».

Gaza: des hôpitaux annoncent au moins 14 morts dans une frappe israélienne sur une école abritant des déplacés

Au moins 14 personnes ont été tuées jeudi dans une frappe israélienne sur une école abritant des déplacés dans le camp de Jabalia, dans le nord de la bande de Gaza, selon deux hôpitaux du secteur, l'armée israélienne indiquant avoir ciblé des combattants palestiniens.

Dix corps ont été transportés à l'hôpital Kamal Adwane et quatre à l'hôpital Al-Awda, selon des responsables de ces établissements, après une

frappe sur l'école Abou Hussein qui sert de refuge pour les déplacés à Jabalia où les forces israéliennes mènent depuis le 6 octobre une offensive, affirmant que le Hamas tentait d'y reconstituer ses forces.

"C'est un horrible massacre, la plupart des morts et des blessés gisent sur le sol à l'hôpital Kamal Adwan et ils sont dans un état critique", a précisé Fares Afana, un responsable des services d'urgence dans le nord de la bande de Gaza.

"Nous ne pouvons nous occuper de ces cas graves à cause du manque de matériel médical et de spécialistes, ce qui entraîne une hausse du nombre des morts", a-t-il ajouté.

Dans un communiqué, l'armée a assuré avoir "mené une frappe de précision sur un point de rassemblement opérationnel des terroristes du Hamas et du Jihad islamique".

Ils opéraient "à l'intérieur d'un centre de commandement et de contrôle dans un complexe qui

servait auparavant d'école", selon l'armée.

Le Hamas a condamné la frappe, affirmant que "les déclarations selon lesquelles l'école Abou Hussein était utilisée par la résistance étaient de purs mensonges".

"C'est une politique systématique des ennemis pour justifier leurs crimes et le massacre de déplacés innocents", a affirmé le mouvement islamiste dans un communiqué.

Israël poursuit son offensive dans la bande de Gaza, assiégée et ravagée par la campagne de représailles à l'attaque sanglante des combattants palestiniens le 7 octobre 2023.

L'armée a récemment intensifié ses opérations dans le nord du territoire où des centaines de milliers de personnes sont prises au piège des combats et à qui l'aide humanitaire parvient difficilement.

EN :

Chaibi annoncé de retour en Novembre

Après avoir été le sujet numéro 1 des médias, la veille du début du stage d'octobre, Chaibi sera peut-être le grand bénéficiaire du prochain regroupement de l'EN en faisant son come-back en sélection. Sanctionné une première fois en juin après son mauvais comportement en mars, le joueur s'est vu infliger une autre sanction en septembre, après avoir mal digéré la sentence prononcée contre lui en juin et ce n'est pas tout, au moment où il allait être grâcié en octobre, il s'est illustré par son refus indirect de remplacer Boudaoui, blessé, avant le début du stage du mois dernier, ce qui lui a coûté une autre mise à l'écart. Il s'agit d'un long feuilleton infligé au malheureux Chaibi qui ne devait pas être jugé pour sa première erreur de jeunesse commise en mars, d'où la réaction quelque peu brutale des médias et du grand public de l'EN.

Soutenu dans ses œuvres par la FAF, Petkovic ne s'en est pas privé, il s'est entêté et au lieu de crever l'abcès et dire les 4 vérités, qui auraient baissé sensiblement la tension, il a prôné la politique de l'autruche. «Farès Chaibi est un joueur très intéressant, mais pour le moment, il cherche encore sa place sur le terrain avec Frankfurt. Il n'est pas attaquant, car il n'est pas assez décisif, et il n'est pas non plus milieu de terrain car il ne montre pas les qualités attendues pour cette position», s'est-il expliqué. Les médias en rajoutent une couche à Annaba, il leur répond : «il pourrait sans doute être important pour l'équipe nationale, mais pour le moment, je choisis les meilleurs». Des versions contradictoires qui enfonce le sélectionneur, lequel avait la possibilité de gagner le cœur de la galerie en étant plus franc et plus direct, d'autant que jusqu'à présent,

les résultats plaident largement en sa faveur, mais il a choisi la politique du déni. La veille d'un autre stage, le dernier de cette année 2025 et des éliminatoires de la CAN Maroc 2025, le dossier Chaibi, encore en suspens, va refaire surface, mais on annonce une accalmie pour novembre. Le joueur a en effet changé son comportement. Pendant le dernier stage de l'équipe algérienne, il a montré son soutien à ses coéquipiers en publiant une photo sur les réseaux sociaux où il suivait le match entre l'Algérie et le Togo, souhaitant publiquement la victoire de son pays. Ce geste, absent lors des précédents rassemblements, a été perçu comme une volonté claire de la part de l'ex-Toulousain de retrouver les Fennecs et comme Bennacer est out pour ce prochain stage et vu le constat alarmant au milieu, Petkovic semble vouloir passer l'éponge sur les



sautes d'humeur de son joueur et compte enfin le convoquer. A-t-il trouvé pour lui un miracle qui le rendrait efficace en attaque et au milieu ou compte-t-il en faire un défenseur central ? Sachant qu'il y a quelques jours, il trouvait sa polyvalence pas intéressante du tout.

Le cas Chaibi doit servir de leçon de communication pour Petkovic, qui au-delà de sa grande maîtrise des changements tactiques lors des 2e périodes des rencontres, doit aussi savoir dire plus de vérités, tout en restant lui-même, c'est-à-dire peu bavard. Le talent de Chaibi confirmé par son coach à Francfort et par son ancien entraîneur à Toulouse, va bientôt se révéler au grand public sous le maillot des Verts. Petkovic n'aura dès lors qu'à reconnaître son tort. Moralité : un écart disciplinaire ne doit en aucun cas être lié au football car la vérité finit toujours pas se savoir, Petkovic ne semble pas trop s'en soucier, car les résultats sont pour le moment là, il devrait plus penser aux passages à vide, s'il veut bénéficier du soutien inconditionnel des médias et de la galerie et sortir indemne d'une éventuelle secousse.

Gouiri :

heureux en sélection, malheureux à Rennes



ors qu'il vit de belles heures avec la sélection nationale où il s'est mis en évidence lors des deux derniers stages en marquant 3 buts et provoquant le penalty qui offrit la victoire à l'EN mardi dernier à Lomé (Togo-Algérie 0/1), Amine Gouiri n'est pas content, d'après son proche entourage, de son statut au Stade Rennais, avec une seule titularisation lors des quatre derniers matches en Ligue 1. D'après les informations de « L'Equipe » ce vendredi, l'international algérien serait frustré par cette situation en estimant qu'il n'est pas utilisé à sa juste valeur par Julien Stéphan, l'entraîneur du Stade Rennais.

Performant avec les Verts

Le fait que le Stade Rennais - qui reste sur trois déceptions (Lens 1/1, PSG 1/3, Monaco 1/2) et

avant le grand derby breton (Brest-Rennes cet après-midi) - vient de relancer le débat sur le statut au club d'Amine Gouiri, mais en réalité, ce sont ces belles performances avec la sélection nationale qui ont interpellé les Rennais qui s'interrogent sur le peu de confiance accordé par Stéphan à son attaquant algérien, alors que celui-ci performe avec la sélection de son pays. En revanche pour d'autres, ils estiment que Gouiri est victime de la rude concurrence en attaque. Toutefois, cela n'atténue pas la déception de l'ancien Lyonnais qui réclament plus de temps de jeu. Plus gros transfert de l'histoire du Stade Rennais (28 millions d'euros) qu'il rejoignit en été 2022, Gouiri avait réussi sa première saison (15 buts en 2022/2023), un peu moins celle d'après (7 buts, 2023/2024), lui qui avait de grosses ambitions

pour cette saison : "J'ai eu des périodes de creux qui dureraient un peu trop, déclara-t-il en début de saison. Etre bon sept-huit mois sur neuf plutôt que quatre, forcément, c'est là-dessus que je dois m'améliorer." Après sa brillante prestation contre Lyon (3/0, le 18 août), on pensait que la saison d'Amine Gouiri était bien lancée mais après la trêve internationale de septembre, il a vu son temps de jeu se réduire. Le coach rennais est passé à un schéma de 3-4-3, alors qu'il semblait promis à un rôle de leader d'attaque. Il s'estime lésé par les choix de son entraîneur. "Il n'y a rien d'écrit en avance, c'est le terrain qui détermine les choix et les options qu'on peut avoir", a expliqué ce jeudi Julien Stéphan. N'étant pas la première option en attaque, Amine Gouiri doit prendre son mal en patience.

Tennis de table / Championnat d'Afrique : Médaille d'argent pour la paire Bouhenni-Nasri

La paire algérienne composée de Bouhenni Yasmine et Nasri Malissa a remporté la médaille d'argent des épreuves individuelles (double dames) des championnats d'Afrique de tennis de table qui se déroulent à Addis-Abeba (Ethiopie), après sa défaite en finale face à son homologue égyptienne (3-0), samedi. Les Algériennes ont perdu leur finale face à la paire égyptienne Fathy Hend et Goda Hana.

C'est la deuxième médaille d'argent décrochée par la sélection algérienne lors des épreuves individuelles après celle obtenue par la paire Jellouli Milhane et Kessaci Amina en double mixte. Lire aussi: Tennis de table/ Championnat d'Afrique: la paire algérienne Jellouli-Kessaci qualifiée en finale La sélection algérienne de tennis de table, rappelle-t-on, avait également remporté la médaille

d'argent par équipes (messieurs), alors que son homologue féminine s'est contentée de la médaille de bronze après avoir atteint les demi-finales des épreuves par équipes. L'Algérie a pris part au rendez-vous africain d'Addis-Abeba avec huit pongistes (messieurs et dames). Pour rappel, ces Championnats d'Afrique d'Addis-Abeba sont qualificatifs aux Mondiaux-2025 au Qatar.



Liverpool climatise le Real Madrid pour Trent Alexander-Arnold

En conférence de presse, Arne Slot n'a pas hésité à monter au créneau concernant l'avenir de Trent Alexander-Arnold. Il estime que, contrairement à ce qu'a annoncé la presse espagnole, son joueur est loin d'être perturbé par l'intérêt du Real Madrid. Le Real Madrid est dans l'urgence. Et il s'en est rendu compte il y a quelques semaines. Avec le forfait pour le reste de la saison de Dani Carvajal, le club madrilène est désormais très limité au poste de latéral droit. Il ne reste que l'expérimenté Lucas Vazquez pour dépanner à ce poste. Et cela est bien trop peu pour une équipe comme le Real Madrid qui joue sur tous

les tableaux. Il y a quelques semaines, la presse madrilène avait même pointé du doigt le manque évident à ce poste au club puisqu'aucun joueur de la réserve ou des équipes de jeunes n'est capable d'assurer l'intérim. Le club n'a sorti aucun joueur à ce poste depuis Achraf Hakimi et pour se renforcer, il faut forcément regarder du côté du mercato désormais. Un nom revient avec insistance depuis la blessure de Dani Carvajal : Trent Alexander-Arnold. L'international anglais, ciblé depuis plusieurs mois, est en fin de contrat en juin 2025 et il n'a toujours pas prolongé. Le plan de base du club espagnol était de le récupérer cet été gratuitement,

mais la blessure de Carvajal a tout changé. Désormais, le club veut le récupérer dès janvier et la presse espagnole expliquait que le joueur n'était clairement pas insensible à cet appel.

Trent Alexander-Arnold n'est pas perturbé

On évoquait même une volonté assumée du joueur de rejoindre son club de rêve et ne pas répondre favorablement aux offres de prolongation des Reds. Et visiblement, cela n'a pas plu au club anglais. Ce vendredi, le technicien néerlandais Arne Slot a évoqué la situation de son joueur et il a tenu à envoyer un message à ses prétendants : il n'est pas du tout perturbé par les rumeurs. «Je pense sincèrement que vous



sous-estimez nos joueurs. Ces joueurs sont habitués à être liés quotidiennement aux meilleurs clubs, qu'ils aient un contrat ou non. Si vous pensez que cet intérêt les dérange, alors vous ne rendez pas justice à leur force mentale. Cela fait partie de notre travail. Cela fait partie du monde dans lequel nous vivons. Ils se concentrent simplement sur ce qu'ils ont à faire», a-t-il d'abord lancé avant de poursuivre.

«A 17 ou 18 ans, cela pourrait être difficile pour vous. Mais Trent a gagné le championnat et la Ligue des champions. Je ne pense pas que ce soit un problème pour lui de performer et c'est ce que nous constatons en ce moment, parce qu'il joue très bien. Il se concentre juste sur ce qu'il a à faire». Voilà qui est clair. Liverpool contre-attaque et ne compte pas se laisser intimider par le Real Madrid dans ce dossier. L'international anglais ne va pas tout laisser tomber parce qu'il est convoité par les Merengues comme l'expliquait récemment la presse espagnole. Si Carlo Ancelotti veut un renfort à droite, son club va bien devoir batailler.

Le Real Madrid veut jouer un sale coup à Manchester City pour un international italien

La recherche d'un milieu de terrain après la grave blessure de Rodri, Manchester City cible un international italien. Mais il faudra certainement composer avec la concurrence du Real Madrid.

Dans sa quête au remplaçant de Rodri, blessé et forfait jusqu'à la fin de la saison, Manchester City va devoir se creuser la tête. Ces dernières semaines, il se murmurait que le club anglais allait recruter en interne, misant essentiellement sur ses forces en présence incarnées par le revenant İlkay Gündoğan, Mateo Kovačić, Matheus Nunes ou encore Rico Lewis, régulièrement repositionné au



milieu par Guardiola.

De son côté, la presse italienne avançait récemment un intérêt des Skyblues pour le milieu de terrain italien, Samuele Ricci. Auteur d'un début de saison épatant avec le Torino, le joueur de 23 ans a été récompensé

par une convocation avec la sélection italienne en septembre. Lors de ce rassemblement, il avait d'ailleurs présenté sa carte de visite à Lyon, avec un récital lors de la victoire de la Squadra Azzurra face aux Bleus (3-1). Une performance qui

avait conforté les observateurs transalpins dans l'idée que Ricci incarnait bien l'Italie de demain.

Le Real Madrid et Ancelotti sont aussi sur lui

À l'heure où le marché des milieux défensifs versatiles a rarement été aussi peu concurrentiel en Europe, cette émergence de Ricci peut donc forcément exciter l'intérêt des plus gros clubs. Et ce vendredi, Tutto Sport nous informe ainsi de l'intérêt d'un deuxième géant, à savoir le Real Madrid. D'après le quotidien transalpin, Carlo Ancelotti suivrait le joueur depuis son retour à Madrid en 2021, lorsqu'il évoluait encore à Empoli. Des scouts madrilènes ont ainsi pu observer

son évolution jusqu'à ce France - Italie, au mois de septembre, avec un dernier rapport positif émis à Florentino Pérez.

Comme l'explique Tutto Sport, la balle serait aujourd'hui dans le camp du patron du Real, alors qu'Ancelotti a déjà donné son feu vert pour une arrivée du joueur l'été prochain. Si The Guardian parle d'un prix entre 35 et 40 millions d'euros, celui-ci pourrait encore être appelé à augmenter, surtout si Manchester City compte aussi passer l'action dans les prochains mois. Du côté de Madrid, la tendance penche plutôt vers une offensive l'été prochain, alors que Guardiola souhaiterait, lui, ramener le joueur dès janvier.

Edinson Cavani règle ses comptes avec le PSG

Dans un entretien accordé à ESPN, Edinson Cavani est revenu sur son été 2020 et sa non-prolongation au PSG. Il explique enfin pourquoi il n'a pas souhaité poursuivre avec le PSG en plein Final 8 de Ligue des Champions.

L'histoire date d'il y a quelques années maintenant et elle avait fait couler beaucoup d'encre. Meilleur buteur de l'histoire du PSG à l'époque, Edinson Cavani avait quitté le club parisien par la petite porte. L'attaquant uruguayen avait refusé de prolonger en 2020 et avait ainsi décidé de rejoindre Manchester United libre de tout contrat. Cette décision lui avait valu de se mettre une bonne partie des supporters franciliens à dos, surtout qu'il avait quitté le club lors du fameux été Covid avec le Final 8. Le PSG, sans son attaquant, avait donc misé sur Mauro Icardi (décevant) puis Choupo-Moting voire même

Draxler (en plus du trio Neymar, Mbappé, Di Maria).

Beaucoup n'avaient cependant pas pardonné à Edinson Cavani cette décision «d'abandonner» les siens dans l'une des périodes les plus importantes de l'histoire du club parisien. Mais l'Uruguayen n'avait jamais donné sa version des faits. C'est chose faite puisqu'il vient d'accorder une interview à ESPN. Au cours de celle-ci, il évoque notamment sa décision de prolonger l'aventure avec Boca Juniors mais aussi son été 2020 agité. «Dans tous les clubs que j'ai quittés, je l'ai fait avec la même tranquillité d'esprit. Parce que j'ai toujours tout fait. Comme si j'avais été supporter toute ma vie, c'est comme ça que je me suis donné à fond. La preuve au PSG... », a-t-il lancé avant de poursuivre. Edinson Cavani s'est senti utilisé « Quand j'ai quitté le PSG, c'est parce que mon contrat se terminait et qu'ils ne m'avaient



pas proposé de le renouveler. Ils avaient prévu que je sois libéré. La fin de saison est arrivée, la pandémie a frappé et ils ont joué cette 'mini Ligue des Champions', ce format étrange. Lorsqu'ils ont su que la Ligue des champions allait être jouée, ils ont commencé à m'appeler parce qu'ils voulaient que je joue dans cette compétition. J'ai mes principes, et je sais que je donne le maximum là où je suis, parce qu'il y a un club qui vous fait confiance et qui vous paie, alors je donne tout ce que j'ai. Mais

si quelque chose ne va pas, je vous le dirai. C'est comme ça que ça s'est passé. J'ai dit que je n'allais pas renouveler mon contrat, parce qu'ils voulaient le faire, pour qu'ils aient cette concurrence en attaque, parce qu'il y avait cette compétition», a ainsi expliqué l'international uruguayen. Il a ensuite expliqué qu'il avait donc été vexé par le traitement du PSG, qui a donc voulu le récupérer uniquement pour jouer la compétition.

«Comment ne pas emmener Cavani dans cette compétition,

même si vous avez de grands joueurs ? Pourquoi ne m'avez-vous pas offert cette possibilité plus tôt, pourquoi ne m'avez-vous pas dit que vous me faisiez confiance et que vous vouliez que je continue ? Après, j'aurais pris la décision de continuer ou non. Mais la fin est arrivée et je suis parti en paix avec moi-même parce que je suis mes principes. J'aurais aimé partir avec un stade plein, mais non, j'ai senti que c'était le moment de partir de ce PSG, que ça s'arrêterait là de cette façon et qu'il n'y avait pas besoin d'y penser plus longtemps. Je suis comme ça parce que je le vis à fond et je ne retiens rien. » Voilà qui est clair et qui explique bien des choses. Quatre ans après, Edinson Cavani a donc réglé ses comptes avec le PSG. Et s'il semble avoir tourné la page, à la lecture de ses déclarations, on sent un homme touché par la gestion du PSG dans ce dossier à l'été 2020.



Zoom sur l'IPFS, ce réseau décentralisé à portée de main

La révolution du stockage et du partage de fichiers décentralisé a déjà un nom, et elle s'appelle... IPFS.

Vous le savez, nous le savons, le web tel que nous l'utilisons repose sur une structure centralisée. Chaque fichier, ou page, que nous consultons est hébergé sur un serveur spécifique, accessible via une adresse unique, l'URL. Bien que pratique, cette structure connaît des limites : gouvernements et entreprises influentes peuvent décider de bloquer et/ou supprimer des contenus hébergés sur le web public. Sans aller aussi loin, il suffit qu'un serveur soit mis hors ligne pour que toutes les données qu'il héberge soient potentiellement inaccessibles.

C'est pour répondre à ces défis plus ou moins complexes que l'IPFS (InterPlanetary File System), protocole P2P développé par Protocol Labs, a vu le jour. Ce système de fichiers distribué propose une approche différente pour partager et stocker des informations, ouvrant ainsi la voie à une décentralisation améliorée et à une plus grande résilience du web.

Une nouvelle façon d'accéder aux informations

Sans trop entrer dans les détails techniques, IPFS modifie notre façon d'accéder aux fichiers en ligne grâce à un réseau de «nœuds» – des ordinateurs et serveurs volontaires qui participent à la structure décentralisée du réseau. Contrairement aux configurations centralisées impliquant la localisation d'un élément à l'aide d'une URL, IPFS fonctionne suivant un schéma de recherche par contenu.

Pour ce faire, il crée une empreinte unique pour chaque fichier qu'il stocke : le «hash».

Cet identifiant n'est pas uniquement là pour compliquer la vie de celles et ceux habitués aux URL traditionnelles, il certifie aussi l'intégrité et l'authenticité des données : en cas de modification des contenus stockés, le hash change, et une nouvelle version du fichier est créée.

Lorsqu'un fichier est stocké sur IPFS, il peut être découpé en morceaux (s'il est volumineux) et distribué en plusieurs exemplaires sur différents nœuds. Objectif : favoriser sa persistance en cas de défaillance d'un nœud.

Petite précision toutefois : le réseau ne duplique pas automatiquement les fichiers pour en garantir l'accès continu. Si un nœud flanche, le contenu peut ne plus être disponible, à moins qu'un autre nœud le conserve. Pour consolider la redondance ici nécessaire, des services comme Pinata permettent aux utilisateurs et utilisatrices «d'épingler» leurs fichiers afin de garantir leur accessibilité sur une plus longue durée.

Confidentialité et sécurité : des défis persistants

Si IPFS atténue les risques de censure et de contrôle centralisé, il n'offre pas de protection contre la surveillance ou l'accès non autorisé par défaut. Car, contrairement à ce que l'on pourrait penser, le réseau ne chiffre pas automatiquement les données ; toute personne connaissant le hash d'un fichier peut y accéder. C'est donc aux internautes de chiffrer leurs fichiers eux-mêmes s'ils le jugent nécessaire. En revanche, comme expliqué plus haut, le hash unique de chaque fichier garantit qu'il n'a pas été altéré.

Accéder à un fichier sur l'IPFS. Ici, donc, pas d'URL classique. On ne veut pas indiquer où chercher, mais ce que l'on



cherche. Pour accéder à un fichier stocké sur IPFS, il faut directement saisir son hash dans la barre d'adresse. Sauf qu'actuellement, peu de navigateurs le prennent en charge nativement. Brave et Opera le font très bien... et puis c'est tout. Pour les autres, il faudra soit passer par des passerelles publiques comme celles de Cloudflare ou IPFS.io.

Pour une expérience réellement décentralisée, et si bon se sent l'hôte d'un aventurier, on peut aussi installer un client IPFS sur son ordinateur qui permet d'interagir directement avec le réseau sans passer par une passerelle externe. À choisir, privilégiez IPFS Desktop, également développé par Protocol Labs.

Des applications concrètes et variées

IPFS ne se limite pas à un concept théorique ; il est utilisé dans des domaines très divers. Les musées et les bibliothèques, par exemple, exploitent IPFS pour archiver des contenus et en garantir l'accessibilité à long terme. Dans le domaine de l'art numérique et des NFT, IPFS est devenu un outil essentiel pour stocker de façon sécurisée les œuvres et métadonnées.

Pour les particuliers, IPFS se positionne comme alternative

intéressante aux services de partage de fichiers centralisés que sont Google Drive ou Dropbox. On retiendra toutefois que la complexité technique du réseau et de son fonctionnement limite encore une adoption massive.

Un Internet plus résilient grâce à une infrastructure d'avenir

Alors, bien sûr, IPFS est encore en phase de développement, et il lui reste des défis à relever pour en faciliter l'accès au grand public. On l'a vu, la plupart des navigateurs ne prennent pas en charge la techno nativement, ce qui contribue à freiner son adoption. Le recours parfois nécessaire à des services additionnels pour assurer la permanence des fichiers l'empêche, là encore, de se présenter comme un système clé en main, ce qui pourrait effrayer les internautes les moins expérimentés.

Malgré tout, la promesse est belle : envisager un futur où l'on reprendrait facilement le contrôle de nos données, et où l'accès à l'information deviendrait moins tributaire des géants du web, voilà qui fait rêver...

En Bref...

Cette semaine se déroule la conférence Adobe Max 2024 à Miami, avec l'annonce de nombreuses nouveautés très attendues. Toutefois, c'est aussi l'occasion de découvrir les « Sneaks », de petits aperçus d'outils en cours de développement. Ils sont encore au stade expérimental et Adobe n'a pas encore la certitude de les intégrer dans ses logiciels.

Parmi les différents Sneaks, trois outils se distinguent. Le premier s'appelle « Project Scenic », et permet de mieux guider l'outil de génération d'images Adobe Firefly. Après avoir saisi un prompt, plutôt que de générer directement une image, l'outil génère d'abord une scène rudimentaire avec des objets en 3D. Il est possible de redimensionner, de repositionner ou de tourner les objets, de déplacer le point de vue, ainsi que de modifier sa requête en ajoutant de nouveaux prompts. Une fois fait, Firefly génère plusieurs images en respectant les éléments de la scène en 3D.

Le second outil s'appelle « Project Motion », et se déroule en deux étapes. La première consiste à créer des animations à partir d'éléments simples, de type clip art monochrome ou quelques caractères de texte. Firefly permet ensuite de spécifier un style ou d'utiliser une image de référence, puis génère une vidéo prenant en compte tous ces éléments.

Enfin, le dernier Sneak est « Clean Machine », une sorte de filtre magique pour les images et vidéos. Il permet de supprimer des éléments automatiquement, comme un objet qui passe devant l'objectif ou le flash d'une caméra. Il peut même supprimer une surexposition due à un feu d'artifice, sans supprimer le détail de celui-ci. Un seul clic permet de corriger l'intégralité d'un clip, plutôt que de devoir éditer manuellement image par image.

Le télescope de l'ESA dévoile sa carte de l'univers

Des étoiles plein les yeux. L'Agence spatiale européenne (ESA) a dévoilé un premier pan de la carte de l'Univers que réalise le télescope Euclid pour percer le mystère de la matière noire. Au total : cent millions d'étoiles et de galaxies en une seule image.

Sur l'étroite bande d'un noir profond, constellée de points scintillants, s'étirent des vaporeux nuages bleus : des « cirrus galactiques », mélange de poussières et de gaz « à partir duquel vont se former de nouvelles étoiles », explique à l'AFP Bruno Altieri, scientifique de l'ESA en charge de l'archive

sur Euclid.

Seulement 1 % de la carte totale. En zoomant très profondément, on peut voir la structure complexe d'une galaxie en spirale ou deux galaxies interagissant l'une avec l'autre. « Rien que dans cette image, il y a déjà des dizaines de millions de

galaxies, grâce auxquelles on va pouvoir faire des statistiques sur où se trouvent certains types de galaxies par rapport à d'autres, comment elles évoluent dans le temps, pourquoi elles ne forment plus d'étoiles depuis quelques milliards d'années... », détaille Altieri.



Quelles vitamines sont importantes pour les personnes âgées ?

Bien que les vitamines soient des micronutriments essentiels à la santé, quel que soit la période de la vie, elles le sont d'autant plus avec l'âge pour de nombreuses raisons qu'elles soient physiologiques, liées au mode de vie ou à des besoins accrus. Le point sur les vitamines les plus importantes pour les seniors !

Quelles sont les vitamines dont on manque à 70 ans et que l'on doit apporter à notre organisme ?

Les besoins nutritionnels ne sont pas les mêmes pour les tout petits, les adolescents, les jeunes adultes et les seniors. Ils évoluent avec l'âge en fonction des besoins spécifiques liés à chaque période de la vie.

Certaines vitamines deviennent ainsi particulièrement importantes pour les seniors en raison de leur rôle dans la prévention de maladies liées au vieillissement et de leur contribution au maintien de la santé globale. Les principales vitamines à risque de carence pour les seniors sont les vitamines D, B9, B12, C, E et K.

La vitamine D tout d'abord, est essentielle pour la santé osseuse, puisqu'elle contribue à la bonne absorption du calcium - réduisant ainsi le risque d'ostéoporose et de fractures - et qu'elle joue également un rôle dans les défenses immunitaires. Problème : d'une part la capacité de la peau à synthétiser cette vitamine à partir du soleil diminue avec l'âge, et d'autre part, les personnes âgées passent souvent moins de temps à l'extérieur, ce qui contribue donc de concert à augmenter le risque de carence.

La carence en vitamine D est particulièrement néfaste pour les seniors puisqu'elle peut entraîner une perte osseuse, des douleurs musculaires, et un risque accru de chutes et de fractures.

La vitamine B12 ensuite,

cruciale pour la production des globules rouges, le bon fonctionnement du système nerveux et la synthèse de l'ADN, fait souvent défaut aux personnes âgées. En effet, ces derniers l'absorbent moins bien en raison d'une réduction de l'acidité gastrique, qui est nécessaire pour libérer la B12 des aliments.

Une carence peut entraîner une anémie, des troubles neurologiques (comme des engourdissements ou des picotements dans les membres), une fatigue chronique, et des problèmes cognitifs.

La vitamine B9 (acide folique ou folate), importante pour la production des globules rouges, la synthèse de l'ADN et le fonctionnement du système nerveux est également essentielle aux seniors. Bien que la carence en folate soit moins fréquente que la carence en B12, elle peut encore survenir, surtout si l'alimentation est insuffisante ou si la prise de certains médicaments interfère avec l'absorption du folate. La carence en B9 chez le sujet âgé peut d'une part entraîner une anémie mégaloblastique et d'autre part masquer une carence en vitamine B12, avec des conséquences neurologiques graves.

La vitamine C : cet antioxydant puissant soutient les défenses immunitaires, aide à la cicatrisation des plaies, et participe à la formation du collagène pour la peau, les vaisseaux sanguins et les os. Bien que l'absorption de la vitamine C soit généralement bonne, une alimentation insuffisante ou une maladie chronique peut réduire l'apport chez les seniors. Une carence peut alors entraîner une faiblesse du système immunitaire, une cicatrisation lente des plaies, et dans des cas extrêmes, le scorbut.

La vitamine A : en tant que vitamine antioxydante, la vitamine A protège les cellules contre les dommages



oxydatifs et donc le vieillissement des cellules, et est importante pour le fonctionnement du système immunitaire. Les besoins en vitamine A peuvent augmenter avec l'âge en raison de l'accroissement du stress oxydatif, et une carence pourrait alors contribuer à une accélération du vieillissement cellulaire et à des problèmes neurologiques.

La vitamine K : Essentielle dans la coagulation sanguine et la santé osseuse, cette vitamine peut faire défaut à certains seniors qui souffrent d'une pathologie digestive ou suivent un traitement anticoagulant risquant d'interférer avec sa bonne absorption. Une carence peut alors entraîner des saignements excessifs et une diminution de la densité osseuse, augmentant le risque de fractures.

Senior : Comment booster et redonner du tonus à une personne âgée ?
Pour toutes ces raisons, le maintien d'un équilibre vitaminique est indispensable aux personnes âgées, plus encore qu'aux personnes plus jeunes.

Hors carence réelle avérée, une alimentation équilibrée et variée suffit normalement à couvrir les besoins des seniors.

Les grandes lignes à respecter sont :

- Assurer un apport adéquat en protéines pour maintenir la masse musculaire en incluant par exemple du poulet, du poisson, des œufs, des légumineuses ou des produits

laitiers à chaque repas.

- Mettre à l'honneur les fruits et légumes frais, idéalement les plus colorés possibles, riches en vitamines, minéraux et antioxydants, qui aident à combattre l'inflammation et à améliorer l'énergie.

- Boire beaucoup d'eau : car la déshydratation peut entraîner une fatigue accrue, une confusion et une baisse de la force musculaire.

- Faire des repas fréquents et équilibrés peuvent maintenir un niveau d'énergie constant tout au long de la journée.

En cas de carences, de troubles de l'absorption ou de traitement médicamenteux entravant la bonne absorption des micronutriments, il peut être nécessaire de fournir des suppléments appropriés après consultation d'un professionnel de santé.

Outre l'alimentation, le sommeil, l'activité physique et les interactions sociales et stimulations mentales sont essentielles pour améliorer la qualité de vie et l'énergie d'une personne âgée.

Quel est le meilleur complément alimentaire vitaminique pour personnes âgées ?

Il n'existe pas un complément alimentaire universellement recommandé pour tous les seniors.

Le choix du complément alimentaire adapté à une personne âgée dépend de leurs besoins spécifiques et de leurs exigences nutritionnelles, qui peuvent varier en fonction de leur santé générale et de leur alimentation.

Cependant, certains

compléments sont particulièrement bénéfiques à une majorité de personnes âgées qui peuvent manquer d'appétit et peiner à couvrir tous leurs besoins nutritifs. Les multivitamines destinées aux personnes âgées sont par exemples conçues pour répondre à leurs besoins nutritionnels spécifiques, avec des doses appropriées de vitamines D, B12, C, et E, ainsi que de minéraux comme le calcium et le zinc. Elles peuvent contribuer à combler les lacunes nutritionnelles et limiter les risques de carences. Quoiqu'il arrive, une consultation avec un professionnel de santé - médecin ou nutritionniste - est recommandée pour déterminer quels compléments sont nécessaires et dans quelles doses, l'objectif étant de compléter les apports alimentaires sans surcharger l'organisme, tout en tenant compte des interactions potentielles avec les médicaments et de l'état de santé global.

Que penser du Bion 3 vitalité pour les seniors ?

Ce complément alimentaire destiné aux plus de 50 ans contient une gamme de vitamines (A, C, D, E, B6, B12, folates) et de minéraux (zinc, fer, sélénium, calcium) particulièrement importants pour cette tranche d'âge ainsi que des souches probiotiques pour leur santé intestinale, favoriser la bonne absorption des nutriments et renforcer leurs défenses immunitaires.

Du ginseng est également présent, pour ses propriétés énergisantes, qui aide à combattre la fatigue et à améliorer la vitalité générale. Le Bion 3 vitalité senior est généralement considéré comme un bon complément alimentaire pour les seniors, mais il est essentiel de l'intégrer dans un cadre de soins globaux et de consulter un professionnel de santé pour s'assurer qu'il répond aux besoins individuels de la personne âgée sans provoquer d'effets indésirables.



Le célibat à 40 ans Épanouissement personnel ou stigmata social ?

Sara Boueche

Le célibat à 40 ans soulève encore des interrogations, voire des jugements. Pourtant, ce statut matrimonial, loin d'être une anomalie, reflète les mutations profondes de nos sociétés contemporaines et questionne nos conceptions traditionnelles du bonheur et de la réussite personnelle.

Une évolution démographique significative

Les données démographiques récentes attestent d'une augmentation notable du nombre de célibataires dans la tranche d'âge des 35-45 ans. Ce phénomène, s'explique par divers facteurs sociologiques :

-L'allongement de la durée des études et l'entrée plus tardive dans la vie active

-La priorité accordée à la carrière professionnelle

-L'évolution des mentalités concernant le mariage et la vie de couple

-L'émancipation économique des femmes

Les défis du célibat à 40 ans

Malgré cette tendance croissante, le célibat à 40 ans reste souvent perçu comme une situation «anormale» ou «problématique». Les individus concernés font face à plusieurs défis :

-La pression sociale et familiale

-Le sentiment d'isolement, particulièrement dans une société organisée autour du couple

-Les difficultés à trouver un partenaire dans un contexte où la majorité des pairs sont en couple

-La gestion du désir d'enfant,

notamment pour les femmes confrontées à l'horloge biologique

Le célibat comme choix de vie

Cependant, pour de nombreux quadragénaires, le célibat n'est pas subi mais choisi. Il représente une opportunité de :

-Se consacrer pleinement à sa carrière ou à ses passions

-Développer une forte indépendance financière et émotionnelle

-Cultiver des amitiés profondes et diversifiées

-Explorer sa personnalité et ses désirs sans compromis

Vers une redéfinition du succès personnel

L'acceptation croissante du célibat comme mode de vie valide à tout âge invite à une réflexion



plus large sur nos définitions du bonheur et de l'épanouissement personnel. Elle remet en question l'idée selon laquelle le couple serait l'unique voie vers une vie réussie et satisfaisante.

Le célibat à 40 ans, loin d'être une fatalité ou un échec, peut être vu comme le reflet d'une

société en mutation, où les parcours de vie se diversifient et s'individualisent. Il invite à repenser nos normes sociales et à valoriser la pluralité des choix de vie. Plutôt que de le stigmatiser, il convient de reconnaître la richesse et la complexité des expériences individuelles, célibataires ou non.

Déodorant en baume Est-ce vraiment efficace et comment bien les utiliser ?

La formule solide en pot renouvelle les codes de ce geste du quotidien. Mais qu'en est-il vraiment de l'efficacité ? On vous dit tout.

Atomiseur, roll-on, stick... vous pensiez avoir tout vu en matière de déodorant ? C'était sans compter sur l'arrivée fracassante des petits nouveaux : les formules baumes ou crèmes en pot. Si elles ont déjà séduit de nombreuses femmes, et pas seulement les adeptes des cosmétiques vegan et bio, c'est grâce à leurs ingrédients naturels, leur mode d'action respectueux et leur texture plaisir. Compositions, gestuelles et efficacité, voici tout ce qu'il y



a savoir avant de vous lancer.

Quelles formules contiennent les déodorants en baume ?

Pour obtenir une texture qui

soit facile à prélever, les déos baumes sont formulés avec des beurres comme le karité et des huiles végétales comme celle de

tournesol ou celle de coco bio. Ils contiennent aussi des poudres absorbantes, comme l'amidon de maïs, et des ingrédients, comme le bicarbonate, qui bloquent l'action des bactéries responsables des mauvaises odeurs. Ces formules ne sont donc pas anti-transpirantes, elles n'entravent pas le processus physiologique de sudation. Enfin, pour la petite touche de glamour, ces déos sont parfumés avec des notes d'origine naturelle : monoï, fleur d'orange, pêche... à vous de choisir !

«Les déos baumes ont une bonne durée d'utilisation : environ deux mois et demi avec un pot en comptant une application

par jour. Les aérosols eux sont généralement terminés en 1 mois. La différence provient surtout du fait que les femmes ont tendance à pulvériser plus de produit lorsqu'elles utilisent un atomiseur. Avec une formule crème ou baume, on en utilise instinctivement moins. Autre avantage, ils sont la plupart du temps conditionnés dans des pots en métal, éco-conçus et recyclables à l'infini. Une fois terminé, vous pouvez aussi nettoyer et garder la boîte, pour ranger vos boucles d'oreilles par exemple !»

Mes cils sont abîmés à la suite d'un rehaussement de cils, que faire pour les réparer ?

Si l'on se dirige toutes vers le rehaussement de cils pour avoir des yeux de biche, cette prestation peut en réalité abîmer et fragiliser nos cils. Nous nous sommes tournés vers une experte en esthétique pour comprendre ce phénomène, et savoir comment réparer notre regard.

Comment réagir face à des cils fragilisés après un rehaussement

Après avoir échangé avec plusieurs de mes proches, j'ai vite constaté que je n'étais pas la seule à subir des cils épars et affaiblis après un rehaussement de cils, à ne pas confondre

avec les extensions de cils. Un phénomène certes involontaire, mais entièrement explicable, comme nous l'explique Maud Carlassare. «Si le cil a été fragilisé avant la prestation, il va frissonner ou tomber après le rehaussement», illustre-t-elle. Autre possibilité, les cils peuvent être abîmés lors du rehaussement : «Si le temps de pose a été trop important ou si le produit a été mal mis, les pointes de cils peuvent casser, car elles sont plus fines que le reste du cil.» Dans ce cas de figure, la seule solution est de patienter. Toutefois, vous pouvez traiter le poil avec des

soins spécifiques. «L'huile de ricin peut ne pas suffire, car il faut traiter le cil en profondeur et favoriser la pousse du cil», poursuit Maud Carlassare. Et d'ajouter : «Il faut renouveler le cil afin de revenir à un cil correct». L'idéal est alors d'avoir recours à des produits activateurs de pousse et fortifiants, pour agir en profondeur.

Si vous constatez que votre cil est devenu plus fin ou frisotte, autrement dit, présente des ondulations, cela signifie qu'il est mort. «La seule chose à faire est d'attendre qu'il tombe. S'il

n'est pas dans ces conditions, alors il est juste fragilisé», précise Maud Carlassare. Dans tous les cas, l'experte souligne l'importance de ne pas toucher le cil abîmé en question. «On privilégie l'application de soins le matin et le soir. L'huile de ricin peut certes être appliquée pour nourrir, mais ce n'est pas elle qui va accélérer le processus de régénération», ajoute-t-elle.

Mes cils se croisent après mon rehaussement, que faire ?

Si, une fois sortie de votre rendez-vous, vous constatez que plusieurs de vos cils se

croisent, pas de panique. «Il est possible que la cliente ressorte immédiatement avec les cils qui se chevauchent, qui sont vraiment trop recourbés», illustre Maud Carlassare. Une situation certes agaçante, mais réparable, car tant que les cils ne sont pas abîmés, il est possible de faire marche arrière. «S'ils ne frissonnent pas, ne cassent pas, on peut immédiatement refaire un rehaussement, en détendant les cils pour les repositionner correctement. La seule condition est que les cils ne doivent pas être fragilisés», poursuit la directrice formation.



Appel à enrichir le Grand Musée d'Afrique et à restituer les biens culturels africains pillés

La nécessité d'«enrichir le Grand Musée d'Afrique (GMA)», par les pays africains, en y «déposant des objets d'Art» et la «restitution des biens culturels africains pillés et qui dorment ailleurs», ont été soulignés, vendredi à Alger, par la Commissaire en charge des questions culturelles de l'Union africaine (UA), Minata Samate Cessouma.

S'exprimant à l'issue d'une visite guidée, à la faveur d'une importante délégation de ministres et représentants africains de la Culture, la Commissaire en charge des questions culturelles de l'UA, Minata Samate Cessouma a lancé un appel aux 55 pays membres de l'UA sur la «nécessité d'«enrichir le GMA», dont le siège temporaire est à Alger (Villa Boulkine), en y «déposant des objets d'Art», insistant, par ailleurs, sur l'«obligation de récupérer les objets d'art pillés» et les restituer au GMA, un impératif catégorique qu'elle s'est fixée et sur lequel elle a réitéré son «engagement et sa détermination».

Dans sa déclaration à la presse, Mme Cessouma a également

«félicité les plus hautes autorités de l'Algérie», ce grand pays avec de «grandes potentialités culturelles», a-t-elle dit, avant d'ajouter que «les nombreux ministres présents en Algérie, seront, a-t-elle espéré, les portes paroles de l'UA pour dire qu'il faut apprendre de l'Algérie» et de conclure en rappelant que chaque pays africain, peut «contribuer au développement de l'Afrique», qui se fera, selon elle, par le biais «des industries créatives et culturelles, ce que l'Algérie fait très bien».

Présidée par la ministre de la Culture et des Arts, Soraya Mouloudji, la visite guidée a consisté en la présentation d'expositions de peintures, de produits artisanaux et de tenues traditionnelles version «fashion», organisées par son département, à la faveur de la délégation de l'Union africaine (UA), qui a pu ainsi, découvrir la diversité et la richesse du patrimoine culturel algérien, élément prépondérant de la mosaïque culturelle africaine.

Organisée en marge de la grande manifestation, «Canex Wknd 2024» (16-19 octobre), événement majeur initié en 2020

par la Banque africaine d'Export et Import (Afreximbank), avec pour but de promouvoir les industries culturelles et créatives africaines, cette belle randonnée a débuté au Salon d'honneur du Palais de la Culture Moufdi-Zakaria, où Mme Mouloudji a d'abord «souhaité la bienvenue» à ses invités et donné le détail de cette visite culturelle qui devait commencer à la Galerie Baya du palais de la Culture, puis au GMA à la Villa Boulkine.

Différents intervenants de la délégation africaine ont exprimé leurs «remerciements à la ministre de la Culture et à l'Algérie», pour «la dynamique insufflée à toute l'Afrique par l'accueil et la bonne organisation du grand événement Canex Wknd 2024».

Dans le même élan la Commissaire en charge des questions culturelles de l'Union africaine, Minata Samate Cessouma, a tenu à «exprimer sa fierté d'avoir visité le siège temporaire du GMA», adressant ses «félicitations à la ministre de la Culture et des Arts, ainsi qu'aux plus hautes autorités algériennes pour avoir accepté d'accueillir le GMA, qu'elle voit



«grandir» depuis son inauguration en juin 2023.

D'un autre côté, la délégation de visiteurs a apprécié, au palais de la Culture comme à la Villa Boulkine, les différents étalages de tenues traditionnelle frappés de symboles rapprochant l'Algérie à l'Afrique ou faisant référence à la paix entre les peuples.

La vingtaine d'expositions de

toiles de peinture et de sculptures, dont celles d'étudiants africains inscrits à des Masters Class à Alger, ont également forcé l'admiration» des invités de Soraya Mouloudji qui a valorisé le travail des artistes et des artisans, les «félicitant pour leur créativité» et leur «volonté innée de défendre, de promouvoir et de transmettre le patrimoine culturel de leur pays».

CANEX WKND 2024

L'investissement dans les industries créatives en Afrique au cœur des préoccupations de l'Afreximbank

La vice-présidente exécutive de la Banque africaine d'Import-Export «Afreximbank», en charge de la banque du commerce intra-africain, Mme Kanayo Awani a mis l'accent, jeudi à Alger, sur l'importance de l'investissement dans les industries créatives en Afrique, génératrices de richesse et de postes d'emploi, outre leur rôle dans la préservation et le renforcement du patrimoine africain.

S'exprimant lors d'un panel sur l'importance de l'investissement dans les industries créatives en Afrique animé dans le cadre des Journées créatives africaines 2024 «CANEX WKND 2024» qui se déroulent au Palais des expositions (Alger), Mme Awani a précisé que «les industries créatives sont des secteurs performants à fort potentiel pour la croissance économique, ainsi qu'un moyen d'expression de l'imagination de l'homme qui diffuse les valeurs socioculturelles de l'Afrique et préserve le patrimoine africain, afin de permettre au public local et mondial d'apprécier la richesse

de ces expressions culturelles».

L'Afrique connaît une croissance démographique exponentielle de sa jeunesse, soit près de 60 % de la population africaine sont âgés de moins de 25 ans», selon Mme Awani. «L'économie créative offre l'opportunité de traiter le chômage des jeunes par la création de postes d'emploi dans des secteurs comme la mode, la musique, la production cinématographique, la communication et la création de contenu numérique», a soutenu Mme Awani.

Elle a, en outre, affirmé que l'économie créative et culturelle a «une valeur économique et commerciale au niveau mondial» estimée à près de 2 trillions USD, permettant ainsi de générer d'importants revenus pour les petites entreprises et de créer de nombreuses opportunités d'emploi».

Mme Awani a également relevé l'importance des plateformes numériques et des réseaux sociaux, précisant qu'elles ont «réduit les barrières pour

accéder aux marchés des industries créatives et permis à de nombreux jeunes africains de mettre en avant leurs talents et de créer des opportunités de freelance et d'entrepreneuriat via internet».

Elle a, à ce propos, estimé que l'économie créative «offre une importante opportunité pour l'Afrique afin de diversifier ses économies hors des secteurs traditionnels, comme l'agriculture, la métallurgie et le pétrole», d'autant que l'investissement dans les industries créatives, telles que la musique, le cinéma, la mode et les médias numériques permet aux pays africains de générer «de nouvelles sources de revenus durables et de bénéficier de l'un des secteurs à croissance rapide à l'échelle mondiale».

Afin de bénéficier de ces industries créatives, dira-t-elle, il faut qu'il y ait «des investissements, des stratégies bien étudiées, et des infrastructures pour qu'elles prospèrent», tout en traitant les questions liées à l'accès au financement, et en garantissant la

disponibilité des installations, des équipements et des technologies appropriées.

Elle a également insisté sur l'instauration d'un cadre législatif à même de protéger les droits de propriété intellectuelle et leur application pour assurer la rémunération et la motivation des créateurs à produire des œuvres de haute qualité. Ce sont là, les conditions qui, selon elle, garantissent un accès juste et équitable aux marchés et aux canaux de distribution, y compris la mise en place de réseaux solides et de plateformes numériques pour promouvoir le contenu africain à l'échelle mondiale.

A ce titre, elle a relevé la nécessité d'investir également dans les compétences, l'éducation, l'alphabétisation numérique, et de mettre en place des programmes de mentorat et de développement des compétences des jeunes créateurs africains afin de leur permettre de renforcer leur présence en Afrique, d'améliorer la qualité de leur production et d'être plus compétitifs dans

l'industrie créative au niveau mondial.

Evoquant la manifestation «CANEX WKND 2024», initiée en 2020 par la Banque africaine d'import-export (Afreximbank), la responsable a indiqué qu'il s'agit «d'une reconnaissance du potentiel économique du secteur de la créativité», ajoutant que lors de l'édition précédente, des financements à hauteur de 500 millions USD ont été accordés pour soutenir l'industrie créative et culturelle en Afrique, et que le succès de cette initiative a permis de doubler ce montant à un milliard USD.

Elle a en outre souligné que «l'ambition de renforcer la part de l'Afrique dans le commerce mondial des produits créatifs et culturels s'appuie sur la facilitation du renforcement des capacités techniques et l'ouverture des marchés aux entrepreneurs créatifs».



Tahar Rahim, bluffant « Monsieur Aznavour »

L'acteur franco-algérien incarne l'icône de la chanson française. Mais comment est-il parvenu à ressusciter l'inoubliable interprète de « La Mamma » ?

« Quand Fabien [alias Grand Corps Malade, NDLR] et Mehdi [Idir] m'ont proposé le rôle d'Aznavour dans leur film, je me demandais si c'était une fausse bonne idée, reconnaît d'emblée l'acteur Tahar Rahim. Moi, dans la peau d'un tel personnage dont je n'ai ni le physique ni la voix ? Finalement, j'ai accepté. Et là, je me suis retrouvé au pied de l'Everest. »

L'image n'est pas exagérée lorsqu'on s'attaque à un tel monument de la chanson, célèbre à travers le monde, et qu'on tente de cerner la personnalité d'un homme secret et pudique qui occupa la scène jusqu'à sa mort, le 1er octobre 2018, à l'âge de 94 ans.

Questions : comment devenir Charles Aznavour dont la voix, le visage, les attitudes ont traversé les années, les générations et occupent toujours la mémoire collective ? Comment restituer ses chansons qui sont autant de petites madeleines dans nos mémoires ? Comment ranimer la magie de ses récitals où la gestuelle tient du grand art du mime ?

« En essayant d'être à la fois soi-même et Aznavour, répond le comédien franco-algérien de 43 ans. Si c'est pour mettre un masque, pourquoi venir me chercher, moi ? Il faut qu'on puisse suffisamment le reconnaître et me reconnaître aussi. »

« **Trouver la bonne distance** » Évidemment, le défi est périlleux mais relevé par celui qui, dit-il,

« a le goût du risque, du terrain inconnu ». Et aussi une volonté de fer quand il s'agit de perdre 17 kg pour tourner, au côté de Golshifteh Farahani, dans Alpha, le prochain film de Julia Ducourneau (Palme d'or 2021 pour Titane).

Doublement césarisé pour Un prophète (2010), de Jacques Audiard, et aussi à l'aise en faux séducteur dans le Don Juan (2022) de Serge Bozon qu'en général d'Empire dans le Napoléon (2023) de Ridley Scott, il mesure parfaitement le long processus pour devenir à l'écran ce vrai faux Charles Aznavour.

Comme son personnage, Tahar Rahim se voit déjà en haut de l'affiche et se trouve des points communs avec son modèle original, enfant d'immigrés qui n'a pas le goût des frontières et rêve d'un métier auquel il n'est pas prédestiné. Le voici qui se jette à fond dans l'aventure en évitant l'écueil de l'imitation, de la copie conforme.

Peu grîmé, il est doté de huit à neuf miniprothèses invisibles qui l'obligent à quatre heures de maquillage quotidien. « J'ai dit à l'équipe : "Faites-en le moins possible pour ne pas me gêner." C'est ce qu'ils ont fait avec brio. » Il sent d'instinct qu'il n'a pas besoin de trop lui ressembler pour incarner Charles Aznavourien, né à Paris de parents réfugiés arméniens et formé à l'École des enfants du spectacle. « Pour toucher le spectateur au cœur, faire passer l'émotion, la sincérité, il faut, insiste-t-il, trouver la bonne distance. »

Rhinoplastie

Dans Monsieur Aznavour, titre qui marque d'emblée le respect et l'admiration, Mehdi et Grand Corps Malade (le duo à succès



de Patients et de La Vie scolaire) évoquent en chansons le long parcours d'un artiste exceptionnel dont l'ambition, le talent se combinent avec une puissance de travail exceptionnelle.

Petit, pauvre, maladroit, le jeune Aznavour n'a apparemment rien pour réussir sinon une volonté hors norme, une passion pour l'écriture et la chanson. Édith Piaf le traite de « génie con », le prend sous son aile, lui conseille de faire une rhinoplastie et l'envoie à New York. À l'époque, il chante « Mes 20 ans » et lutte de toutes ses forces contre les critiques qui moquent « sa voix épouvantable ».

Une voix que Tahar Rahim va justement travailler pendant des mois pour interpréter toutes les chansons du film, d'« Il faut savoir » à « La Mamma » en passant par « For Me formidable », « Comme ils disent », « Emmenez-moi »... « C'est tout l'aspect technique – chant, piano, chorégraphie, gestuelle – auquel je me suis consacré pendant six mois, souligne-t-il. Il fallait vraiment y aller et y aller à fond. De six à huit heures de chant par semaine, plus cinq heures de piano et j'ai continué pendant le tournage, le soir en groupe. »

Parler comme lui trois mois » avant le tournage

Autre défi : adopter le timbre voilé du chanteur de « La Bohème », sur scène, en privé et dans ses films qui sont nombreux depuis ses débuts dans La Tête contre les murs (1959), de Georges Franju, et son premier rôle principal dans Tirez sur le pianiste (1960), de François Truffaut, dont une séquence est reconstituée dans Monsieur Aznavour.

« À cette voix si particulière, poursuit Tahar Rahim, il faut ajouter le phrasé dont j'avais très peur. Étrangement, c'est ce qui est venu le plus rapidement. Du coup, j'ai décidé de parler comme lui trois mois avant le tournage et jusqu'à la fin, pour que ça devienne, on va dire, une "exocorde vocale", et ne plus y penser. » Après avoir visionné des heures d'images, consulté des archives privées et rencontré longuement la famille Aznavour, sa sœur Aïda, sa femme Ulla, ses filles, Katia, Seda, et son fils Mischa, l'acteur a peu à peu composé son personnage.

« J'ai demandé à Mehdi et à Fabien s'ils étaient d'accord pour qu'on puisse voir ensemble la version numéro un, ce que j'ai l'habitude de faire avec les

Anglo-Saxons. On a travaillé phrase par phrase sur les dialogues jusqu'à la version finale. Enfin, je leur ai demandé la permission de soumettre des extraits du scénario à une amie psychologue, afin de noter ses réflexions, ce que j'ai fait dans mes précédents films. Le résultat est très intéressant comme si le personnage est le patient. Fabien et Mehdi ont fait pareil de leur côté avec le scénario entier. Je crois que cela nous a aidés à construire le récit et à définir l'ADN, la psychologie d'Aznavour. »

De son rôle dans Monsieur Aznavour, qu'il considère comme « le plus beau tournage de [sa] vie », Tahar Rahim retient « l'image d'un homme et d'un artiste qui ne font qu'un. Toute la frustration de l'homme a basculé vers l'artiste et en a fait l'un des plus grands chanteurs et auteurs de chansons de son temps. Il y a chez lui une abnégation au travail qui est comme une bouée de survie, quitte à sacrifier sa vie de famille, à être un père absent ».

Monsieur Aznavour

Depuis ses débuts, en 1941, avec le pianiste Pierre Roche (Bastien Bouillon, excellent), et sa rencontre, cinq ans plus tard, avec Édith Piaf (formidable Marie-Julie Baup), on suit le parcours du jeune et talentueux Charles Aznavourien qui, à force de travail et de ténacité, deviendra un grand nom de la chanson. Les réalisateurs Grand Corps Malade et Mehdi Idir ont opté pour un récit linéaire, rythmé par ses plus beaux titres. Dans le rôle-titre, Tahar Rahim campe un Aznavour vibrant. Une belle performance. En salle le 23 octobre.

Le Met Gala 2025 veut mettre le «dandysme noir» à l'honneur



Mis à l'honneur dans la prochaine édition du Met Gala, le chanteur Pharrell Williams et le pilote de Formule 1 Lewis Hamilton coprésenteront ce grand rendez-vous de la mode en 2025 sous le thème l'histoire de la mode à travers les diasporas noires.

Le gala qui aura lieu en mai 2025 sera coprésidé comme chaque année par la rédactrice en chef du magazine Vogue, Anna Wintour. Elle sera aux côtés du rappeur ASAP Rocky et de l'acteur Colman Domingo. La légende du basket-ball américain,

LeBron James sera le président d'honneur.

Cet événement incontournable est connu dans le monde entier pour sa vocation à financer le Costume Institute.

Le dandysme noir renvoie, selon le Met, à un style vestimentaire d'abord imposé aux esclaves dans l'Europe du 18^e siècle et ses réappropriations tout au long de l'histoire de la mode.

Ce thème sera au centre de l'exposition «Superfine : Tailoring Black Style» du Costume Institute, qui ouvrira ses portes le 10 mai 2025 au Met.

Citation...

Un requin dans un aquarium grandira de 8 pouces. Mais dans l'océan il grandira de 8 pieds et plus. Un requin ne grandira jamais plus que son environnement le lui permet et c'est aussi vrai pour vous. Quelquefois nous fréquentons des gens qui n'ont pas d'ouverture d'esprit et nous ne pouvons croître parmi eux. Changez votre environnement et remarquez votre croissance.

Un remake américain du «Bureau des légendes» sera prochainement diffusé en France



Michael Fassbender reprend le personnage interprété par Mathieu Kassovitz autour duquel gravite la série. «The Agency» est notamment coproduite par George Clooney.

The agency, adaptation américaine de la série française Le bureau des légendes, sera diffusée prochainement sur Canal+, a annoncé la chaîne cryptée jeudi 17 octobre. Aucune date n'a été précisée. Cette série à succès suit les aventures de ces agents français sous couverture à l'étranger – les fameuses «légendes», fausses identités soignées – autour d'un personnage central, Malotru, interprété par Mathieu Kassovitz.

Dans la version américaine, c'est Michael Fassbender (Shame, la franchise X-Men) qui reprend ce personnage, rebaptisé Martian, un agent de la CIA qui doit quitter sa vie sous couverture et rentrer au bureau de Londres. Richard Gere interprète le chef du bureau de Londres de la CIA, ancien agent de terrain au passé trouble, selon des éléments parus dans la presse américaine.

Une série française vendue dans une centaine de pays

La série américaine, qui comptera 10 épisodes de 52 minutes, a été coproduite, entre autres, par George Clooney (Nouvelle fenêtre) et Michael Fassbender.

Les deux premiers épisodes sont

réalisés par Joe Wright, qui a déjà travaillé pour la série Black mirror. Le scénario revient aux frères Jez et John-Henry Butterworth, connus pour Indiana Jones et le cadran de la destinée.

La série phare originelle de Canal+ a été vendue dans plus de 100 pays et saluée pour son réalisme par la DGSE, les services de renseignement français, où évoluent les personnages. Éric Rochant (Les Patriotes) a été le «showrunner» (auteur-producteur) de la série dont il a réalisé plusieurs épisodes. Jacques Audiard, réalisateur d'Un prophète et d'Emilia Perez, a été aux manettes pour le final de la 5e et dernière saison en 2020.

Art Basel Paris

Trois regards décalés sur la grande foire d'art contemporain

Art Basel Paris, foire internationale d'art contemporain parisienne, se tient ce week-end au Grand Palais rénové, l'occasion de donner la parole à trois regards experts et décalés, rencontrés par l'AFP, sur cet événement qui rassemble artistes, galeristes, collectionneurs et célébrités du monde entier.

- Pierre Groppo, rédacteur en chef mode et lifestyle de «Vanity Fair» France -

Dans son numéro d'octobre, ce quadragénaire aux airs de globe-trotter, qui a travaillé à Vogue pendant dix ans avant de rejoindre le magazine mêlant glamour et investigation, fait le pari de rendre sa formule «soluble dans le monde de l'art».

Un cahier inédit de 40 pages nous apprend par exemple que pour arpenter la foire, mieux vaut s'habiller «quiet luxury» (avec discrétion et élégance), tout en portant des baskets de marque.

On ne pourra pas y amener son chien contrairement à Miami où les «ESA» (emotional support animal/animaux de soutien émotionnel) sont acceptés, ni payer cash et repartir avec une oeuvre sous le bras.

Pour des rencontres exclusives, des soirées ou dîners branchés, il faudra déboursier entre 1.500 et 2.400 euros pour un pass VIP, contre 29 euros minimum pour une simple visite.

Le magazine, partenaire d'Art Basel Paris cette année, publie aussi huit portraits de femmes artistes en vogue, photographiées par la Britannique Laura Stevens, et ceux, plus courts, des 20 personnalités «qui font la cote» dans le milieu, «un choix subjectif et assumé».

Un palmarès de cinq biopics de peintres qui ont marqué l'histoire du cinéma, des photos d'oeuvres de quatre artistes émergents en avant-première et l'interview d'un faussaire, Wolfgang Beltracchi, y côtoient aussi une cartographie du quartier avec une liste de «bonnes adresses».

- «Hey art lovers !»: Pauline Loeb sur Instagram -

Pauline Loeb, 37 ans, a grandi dans le milieu de l'art qu'elle a étudié et travaillé pour la galerie Kugel avant de lancer sa propre formule: sillonner les foires du monde entier pour interviewer artistes et marchands en publiant sur Instagram de petites vidéos où elle se met en

scène, exclusivement en anglais.

En introduction, toujours la même formule: «Hey art lovers!» (salut les amoureux de l'art!).

Habillée de couleurs vives, avec élégance, elle se déplace filmée par un caméraman et adopte un ton direct et décontracté. On la voit chanter, toucher les oeuvres d'art allant jusqu'à décrocher un tableau. A Bâle en juin, elle s'était hissée au volant d'un camion rouge vif, oeuvre de l'artiste italien Emilio Isgrò. En mars, elle avait lancé ses chaussures en arrivant à la TEFAF de Maastricht, une vidéo qui avait fait le buzz.

Dans son teaser d'Art Basel Paris, elle a choisi de s'habiller en Cendrillon faisant un parallèle avec la foire «qui rejoint un écrin à la mesure de son prestige», et met l'accent sur la jeune création, clin d'œil au Salon d'Automne de 1905 (foire d'art contemporain de l'époque, ndlr).

Sur son site artfairmag.com, lancé en 2019, elle publie en parallèle des articles en anglais sur les foires qu'elle visite, seule base de données exhaustive sur ces événements internationaux.

- Thibaut Wychowanok,



«Numéro Art» et sa «culture de l'image» -

Avec son biennal «Numéro Art», Thibaut Wychowanok, 41 ans, son rédacteur en chef, entend rassembler «tous les publics de l'art contemporain, avec les grandes expositions et les artistes qu'il faut suivre» et qui font régulièrement la «Une» du magazine né en 2017.

Cette année, il s'intéresse à «huit galeries qui défendent la jeune création et font un énorme travail de défrichage».

Dans le dernier numéro, «Luigi

& Iango», qui avaient photographié la star mondiale de la pop Madonna en madone, ont imaginé une série de photos sur le surréalisme dont on célèbre le centenaire.

Pour «parler d'art contemporain de façon sérieuse mais accessible», le magazine fait régulièrement appel à des artistes d'autres domaines: l'icône française du cinéma Isabelle Huppert avait joué le jeu au printemps en dialoguant avec les oeuvres du musée du Louvre.

Et si le Coca-cola avait pour origine la Corse ?

Une bouteille vieille de 144 ans contenant une boisson à base de coca, une boisson créée par l'apothicaire corse Angelo Mariani en 1863, pourrait bien être à l'origine du Coca-Cola américain.

La boisson Coca-Cola pourrait bien avoir été inventée en

France et non aux États-Unis. Une bouteille vieille de 144 ans a été retrouvée dans les montagnes corses, rapporte dans un reportage, le « 20 Heures » de TF1. A l'intérieur, un vin tonique, alcoolisé, alors prisé pour ses vertus médicinales, qu'avait créé l'apothicaire corse Angelo

Mariani en 1863.

Selon Christophe Mariani, dernier héritier de la marque Coca Mariani, qui a récupéré cette bouteille en 2014, il s'agirait de l'une des premières bouteilles d'une boisson alcoolisée à base de coca. Il avance que la formule familiale a été copiée par le doc-

teur américain John Pemberton qui en fait le French Wine Coca, qui deviendra ensuite Coca-Cola pendant la prohibition, alors qu'il supprime l'alcool de la boisson pour mettre de l'eau et du sucre, affirme l'actuel gérant corse.



GENDARMERIE NATIONALE : Une amende de 5000DA si vous commettez cette infraction

La Gendarmerie Nationale rappelle régulièrement les conducteurs à l'ordre en matière de sécurité routière, notamment en ce qui concerne le respect des règles d'éclairage et de signalisation. Ces infractions peuvent entraîner des sanctions sévères, dans le but de prévenir les accidents et de renforcer la sécurité sur les routes algériennes. Ne pas allumer les feux ou ne pas utiliser les clignotants lorsque les conditions l'exigent constitue une infraction de quatrième catégorie. Selon l'article 66, paragraphe d7, de la loi 01-14 modifiée, cette infraction expose les conducteurs à une amende forfaitaire minimale de 5000 dinars.



Le non-respect de ces règles augmente les risques d'accidents, surtout la nuit ou par mauvais temps, où la visibilité est réduite. Un véhicule non éclairé devient alors un obstacle imprévisible pour les autres usagers de la route.

Les clignotants, quant à eux, permettent d'indiquer les changements de direction. Ne pas les utiliser correctement ou ne pas signaler ses intentions de manière claire est à l'origine de nombreuses collisions, souvent graves.

La sanction financière vise à sensibiliser les conducteurs sur l'importance de la visibilité et de la communication sur la route.

Voici une nouvelle version de la deuxième partie :

Les dangers du non-respect des règles d'éclairage et de signalisation

La conduite sans éclairage ou sans l'utilisation adéquate des clignotants représente un risque sérieux sur la route.

En cas de faible visibilité, notamment la nuit ou par temps de brouillard, un véhicule sans feux devient presque invisible pour les autres usagers, augmentant le risque de collision.

De plus, ne pas signaler ses

changements de direction par l'utilisation des clignotants crée de l'incertitude chez les autres conducteurs, ce qui peut entraîner des accidents graves.

Ces infractions ne sont pas de simples oublis ; elles peuvent avoir des conséquences tragiques. Chaque année, de nombreux accidents sont liés à des manquements aux règles d'éclairage et de signalisation, souvent à l'origine de collisions évitables.

Il est essentiel que les conducteurs comprennent que ces règles de sécurité ne sont pas seulement des formalités légales, mais des protections indispensables pour la vie de tous sur la route.

PERTURBATION DES VOLS AIR ALGÉRIE : Quelles sont les options proposées ?

Air Algérie a annoncé des perturbations de ses vols entre le 21 octobre et le 1er novembre 2024, en raison de circonstances imprévues échappant à son contrôle.

Afin de limiter les désagréments pour ses passagers, la compagnie aérienne a prévu quatre solutions adaptées aux besoins des voyageurs, permettant de réorganiser leurs trajets ou d'obtenir un remboursement. Voici les détails sur les options mises en place.

Adaptation des vols pour assurer le confort des passagers

La première option consiste à regrouper les vols annulés avec d'autres trajets existants, notamment sur les liaisons vers la France, où le taux de remplissage des avions reste faible pour

certaines créneaux.

En fusionnant ces vols, Air Algérie vise à réduire l'attente des passagers et à garantir un départ rapide vers leur destination. Les passagers pourront ainsi voyager plus rapidement tout en bénéficiant d'un trajet confortable.

En complément, des ajustements ont été apportés pour certains horaires de vols. Les vols programmés entre le 21 octobre et le 31 octobre entre 10h00 et 13h00, ainsi que ceux du 1er novembre entre 8h30 et 14h30, sont concernés par ces changements.

Cela permettra de mieux répondre à la demande tout en optimisant l'utilisation des ressources de la compagnie.

Flexibilité des horaires : avancer



ou reporter le vol

Pour les passagers qui ne souhaitent pas prendre part aux vols regroupés, deux autres options sont disponibles : avancer la date de leur vol ou la reporter.

Cette flexibilité permet aux clients de réorganiser leur voyage en fonction de leurs disponibilités et de leurs préférences. Que ce soit

pour partir plus tôt ou plus tard, Air Algérie s'engage à faciliter les démarches pour garantir un voyage dans les meilleures conditions.

Ces solutions visent à offrir aux voyageurs une alternative pratique et personnalisée, afin qu'ils puissent adapter leurs plans sans frais supplémentaires. Remboursement intégral : une

garantie de satisfaction

Pour les passagers qui ne trouvent pas satisfaction dans les options proposées, Air Algérie offre la possibilité de se faire rembourser intégralement le prix du billet.

Ce remboursement se fera sans frais ni taxes supplémentaires, une mesure exceptionnelle mise en place pour prendre en compte la gêne occasionnée par ces perturbations indépendantes de la volonté de la compagnie.

En plus des ajustements, la compagnie aérienne assure une prise en charge continue de ses clients. Les passagers sont invités à contacter le centre d'appels 24 heures sur 24 via le numéro 3302, ou à se rendre dans les agences commerciales pour plus de précisions.

BMS EN ALGÉRIE :

Temps froid et pluvieux attendu dans plusieurs régions

La saison automnale se fait de plus en plus ressentir en Algérie, avec des prévisions météorologiques qui attestent cette transition. Ce week-end, un temps pluvieux et relativement froid continue de s'imposer sur plusieurs régions du pays.

L'Office National de la Météorologie (ONM) a émis un bulletin météo spécial (BMS), plaçant en vigilance orange de niveau 2 pour des risques de pluie les wilayas de

Béjaïa, Jijel, Skikda, Annaba et El Tarf.

Dans ces régions, des précipitations importantes sont attendues, avec des cumuls compris entre 20 et 40 mm. Ce BMS, en vigueur depuis vendredi à 15h00, se prolongera jusqu'à ce samedi 19 octobre à 15h00, au moins.

Dans le Centre du pays, l'Office National de la Météorologie (ONM) prévoit des passages nuageux localement denses, avec des pluies parfois orageuses sur les



régions côtières et intérieures. À l'Est, un temps couvert dominera les régions côtières et intérieures, avec des pluies

parfois soutenues, notamment sur les zones proches du littoral. Les hauts plateaux et la région des Aurès connaîtront

des passages nuageux accompagnés de pluies éparées durant la matinée.

Enfin, en ce qui concerne les régions sahariennes, un ciel dégagé à partiellement voilé prédominera, avec des passages nuageux sur le Nord Sahara et la région des Oasis. Dans l'après-midi, des nuages se développeront le long de la bande frontalière algéro-malienne, notamment vers le Hoggar et le Tassili, pouvant occasionner des orages isolés.